

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°52 - Décembre 2014

Sommaire

DOSSIER : VOS INVESTISSEMENTS, NOTRE ÉCONOMIE – POLITIQUES ÉCONOMIQUES CHINOISES DEPUIS LE III^{ÈME} PLÉNUM

1. Le renforcement de la politique antitrust en Chine (Trey McArver) 6
2. Les réformes du système des IDE en Chine (Hongmei Ma) 10
3. La zone de libre-échange de Shanghai, un modèle pour les entreprises chinoises (Agatha Kratz) 15

REPÈRES

4. Une prudente internationalisation de la monnaie chinoise (Jean-François Di Meglio) 19
5. La crise politique hongkongaise vue de Taïwan (Tanguy Lepesant) 24
6. L' « internationalisation » de la lutte anticorruption en Chine (Camille Liffra) 28
7. Les nouvelles régulations de l'internet en Chine (Hugo Winckler) 33
8. Ventes en ligne : les entreprises chinoises ont-elles réussi leur passage à l'internet ? (François Quirier) 38
9. La réforme du gaokao (Camille Boullenois) 42

DÉCALAGE

10. Le blogueur controversé Zhou Xiaoping, instrument de la propagande chinoise (Tom Tiger) 46



SOMMAIRE

DOSSIER : VOS INVESTISSEMENTS, NOTRE ÉCONOMIE – POLITIQUES ÉCONOMIQUES CHINOISES DEPUIS LE III^{ÈME} PLÉNUM

Le renforcement de la politique antitrust en Chine (Trey McArver)

p. 6

La multiplication des enquêtes antitrust en Chine signale un renforcement de l'application, jusqu'alors limitée, de la loi antitrust (LAT) votée en 2007. Si Hu Shuli et Tao Jingzhou s'inquiètent des relents nationalistes de ces enquêtes visant surtout des entreprises étrangères implantées en Chine, la majorité des auteurs tend à s'éloigner du prisme du nationalisme économique pour analyser ces évolutions. Le débat porte avant tout sur le bien-fondé de la LAT et sur les obstacles à son application. Deng Feng pointe notamment du doigt une forte concurrence entre les instances de régulation et de supervision. De manière plus fondamentale, les enquêtes antitrust trahissent, pour Yang Junfeng, l'échec des autorités à s'attaquer aux monopoles du secteur public.

Les réformes du système des IDE en Chine (Hongmei Ma)

p. 28

Le débat sur la politique en matière d'IDE est particulièrement vif en Chine. De nombreux observateurs chinois considèrent que les IDE sont désormais inutiles, voire même qu'ils freinent le développement des entreprises locales. Certaines positions, plus nuancées, mettent en avant le rôle moteur des IDE en termes d'innovation et de performance économique, tout en insistant sur la nécessité de contrôler les risques liés à ces investissements. Il convient pour Han de réformer en profondeur le système de gestion des IDE en élargissant les projets expérimentaux de zones de libre-échange et en unifiant les lois et les réglementations relatives à l'investissement. La promulgation d'une nouvelle loi sur l'investissement étranger permettrait en outre de renforcer le système de supervision et de mettre en place un cadre réglementaire transparent, équitable et cohérent.

Un an après l'inauguration de la zone de libre-échange de Shanghai le 29 septembre 2013, le bilan de l'expérience apparaît mitigé. Si des progrès en termes de supervision et de simplification des procédures administratives liées à l'enregistrement des entreprises ont été effectués, l'ouverture de certains secteurs à la concurrence et à l'investissement reste limitée. Pour plusieurs sources, les déceptions exprimées quant à ce dernier point résultent d'une mauvaise compréhension des objectifs de départ de la zone, la libéralisation financière n'étant qu'un volet secondaire du projet et une libéralisation trop poussée étant trop risquée. L'enjeu réside avant tout dans l'évolution du cadre administratif entourant les entreprises chinoises de la zone.

REPÈRES

Une prudente internationalisation de la monnaie chinoise (Jean-François Di Meglio) p. 19

L'internationalisation, encore partielle, du renminbi est présentée comme un processus graduel qui permettrait, à terme, d'accroître l'influence financière et économique de la Chine sur la scène internationale. La réforme du régime de change apparaît désormais urgente, car nécessaire pour transférer les bénéfices de la croissance à la population et stimuler la demande intérieure. Comme en témoigne la décision de la Grande-Bretagne d'émettre en yuans la dette souveraine britannique, l'internationalisation du yuan offshore constitue en outre un enjeu important dans la compétition entre les places financières internationales. Hong-Kong, en particulier, est appelée à renforcer le rôle fondamental qu'elle joue dans l'internationalisation de la monnaie chinoise depuis une décennie.

La crise politique hongkongaise vue de Taïwan (Tanguy Lepesant) p. 24

La crise politique hongkongaise, survenue quelques mois après le mouvement étudiant des « tournesols » à Taïwan, a été largement commentée dans la presse taïwanaise. Pour *CommonWealth*, la cristallisation des tensions à Hongkong est un signal d'alarme pour l'avenir politique et économique de Taïwan dont l'indépendance serait également menacée. Il convient, en ce sens, de renforcer l'autonomie de Taïwan, sur le plan économique d'une part en se tournant vers de nouveaux partenaires économiques comme les pays d'Asie du Sud, et sur le plan politique d'autre part, en consolidant le système démocratique. Le *Daily News* adopte une perspective beaucoup moins alarmiste, Taïwan devant plutôt jouer un rôle de modèle politique et de moteur de la démocratisation dans le monde chinois.

L'« internationalisation » de la lutte anticorruption en Chine (Camille Liffra) p. 28

La signature de la Déclaration de Pékin sur la lutte anticorruption en novembre 2014, a confirmé la détermination des autorités chinoises à déployer la traque des bureaucrates corrompus au-delà des frontières chinoises. La presse chinoise semble saluer unanimement le renforcement des mécanismes de coopération internationale et la consolidation des dispositifs anticorruption internes pour prévenir la fuite des fonctionnaires corrompus. L'internationalisation de la lutte anticorruption constitue en outre un levier important pour moderniser le système administratif

chinois. Les défis restent toutefois nombreux, notamment au regard de la complexité des procédures d'extradition et le difficile recouvrement des actifs illégaux à l'étranger. Pour certains auteurs, minoritaires, les obstacles fondamentaux sont moins d'ordre technique que d'ordre politique et idéologique.

Les nouvelles réglementations de l'internet en Chine (Hugo Winckler)

p. 33

Les sources exploitées reviennent sur les dernières réglementations adoptées par la Chine en matière de régulation de l'internet. Ces nouvelles règles permettent d'étendre aux médias sociaux comme WeChat la réglementation déjà appliquée aux organes de presse et autres médias traditionnels, notamment celle imposant l'obtention d'un permis pour publier des commentaires sur l'actualité. Les articles s'inquiètent des conséquences négatives de ces nouvelles dispositions sur la croissance de l'économie numérique en Chine. Ils déplorent également le caractère confus de la réglementation qui permettrait aux autorités d'exercer un pouvoir discrétionnaire.

Ventes en ligne : les entreprises chinoises ont-elles réussi leur passage à l'internet ? (François Quirier)

p. 38

Le développement dans les zones rurales des deux grandes entreprises chinoises de la vente en ligne, Taobao et Jingdong, témoigne des enjeux d'internet pour l'économie chinoise. Ces entreprises permettent non seulement de combler la carence en points de vente dans les zones les moins urbanisées, mais elles jouent également un rôle majeur, selon le *Renmin wang*, dans la stimulation de la demande intérieure. La nécessaire adaptation des entreprises préexistantes pose toutefois un certain nombre de difficultés. Aux yeux de Xu Youhong et de Yu Gang, internet, loin d'être une fin en soi, doit être utilisé par les commerçants comme un outil au service de leur développement et des besoins réels des consommateurs.

La réforme du gaokao (Camille Boullenois)

p. 42

Annoncée le 4 septembre 2014, la réforme du *gaokao*, équivalent du baccalauréat en Chine, apparaît comme inédite depuis la réintroduction du concours en 1977. Le mot d'ordre de cet ambitieux projet de réforme est la nécessité d'introduire plus d'équité au sein du système éducatif. Outre un renforcement et un élargissement des politiques de discrimination positive, il s'agit de restructurer l'examen et de redéfinir les modalités d'accès à l'université afin d'alléger la pression pesant sur les élèves et introduire davantage de souplesse dans le choix des matières. Si les auteurs se félicitent de ces mesures, la conciliation entre souci d'équité et celui d'efficacité et de rationalisation est l'objet de nombreuses interrogations.

DÉCALAGES

Le blogueur controversé Zhou Xiaoping, instrument de la propagande chinoise (Tom Tiger) p. 46

Les élans patriotiques et les discours violemment anti-américains du jeune blogueur Zhou Xiaoping ont fait l'objet d'un large débat en Chine. Ces écrits, vantés par le président Xi Jinping en octobre 2014 et défendus par plusieurs médias officiels ont suscité de vives critiques, relayées en particulier par le blogueur Fang Zhouzi. Les critiques portent avant tout sur les approximations

et les simplifications opérées par Zhou Xiaoping dans ses textes. La censure qui s'est abattue sur les détracteurs de Zhou apparaît donc d'autant plus surprenante. En outre, sa défense maladroite, calquée sur la rhétorique du Parti, peut laisser penser que les autorités souhaitent orienter idéologiquement les débats sur les réseaux sociaux chinois. Nos sources restent toutefois prudentes à ce sujet. Le débat est d'autant plus complexe qu'il n'oppose pas de manière caricaturale partisans du Parti communiste chinois d'un côté et observateurs indépendants de l'autre.

La fin de l'année 2014 a été marquée par la tenue du IV^e Plénum du XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois. Au-delà des mots d'ordre généraux, axés principalement sur la consolidation de l'État de droit, la réunion politique a également fourni l'occasion d'établir un bilan des mesures économiques annoncées au dernier Plénum de novembre 2013. De nombreux espoirs avaient en effet été suscités quant à une libéralisation financière et économique accrue, en particulier une meilleure intégration internationale et l'ouverture à la concurrence de nombreux secteurs dominés par les entreprises d'État. C'est à l'aune de ces orientations qu'ont été analysées certaines des dispositions adoptées depuis fin 2013, au premier rang desquelles figurent l'ouverture de la zone de libre-échange de Shanghai, la négociation de deux traités d'investissement bilatéraux avec l'Union européenne et les États-Unis, ou encore le renforcement de la politique anti trust.

Ces différentes dispositions ont soulevé en Chine et à l'étranger de nombreux débats sur les orientations exactes de la politique économique chinoise actuelle. Comment, en effet, interpréter la multiplication des enquêtes anti trust contre les entreprises étrangères ou la remise en cause du traitement préférentiel réservé aux entreprises étrangères investissant en Chine ? De nombreuses craintes ont été exprimées quant à une possible orientation protectionniste de

DOSSIER :
VOS INVESTISSEMENTS,
NOTRE ÉCONOMIE
– POLITIQUES
ÉCONOMIQUES
CHINOISES DEPUIS LE
3^{ÈME} PLENUM

la politique économique chinoise. En outre, ce tournant protectionniste s'inscrirait, aux yeux de nombreux commentateurs internationaux de l'actualité chinoise, dans le cadre d'une reconfiguration plus vaste du nationalisme chinois. Le pouvoir consolidé et réaffirmé de Xi Jinping, l'élaboration d'une nouvelle rhétorique idéologique, l'usage des réseaux sociaux comme outil de propagande patriotique ou encore le renforcement des contrôles sur l'internet chinois en seraient les principales manifestations. Ces derniers éléments sont d'ailleurs analysés en dehors de notre dossier dans les articles de Hugo Winckler et de Tom Tiger.

Le débat actuel s'articulerait donc autour d'une opposition idéologique entre, d'une part, un processus d'internationalisation et de libéralisation économique et, d'autre part, un repli nationaliste et un renforcement du pouvoir de l'État-Parti chinois. Or, les sources chinoises étudiées dans ce dossier invitent à dépasser ce cadre d'interprétation. L'ouverture de certains marchés et la stratégie d'internationalisation servent avant tout à encourager la concurrence au sein même de l'économie chinoise, afin de la dynamiser et de favoriser l'innovation des entreprises du continent. Les conséquences négatives des politiques économiques chinoises pour les entreprises étrangères, sans doute non négligeables, apparaissent plutôt comme des effets subsidiaires d'une politique guidée avant tout par la volonté de s'adapter aux exigences du marché et de mettre en œuvre la nécessaire refonte du modèle économique dans le contexte du ralentissement de la croissance. Pour répondre à ces défis, la transformation du rôle de l'État dans la gestion de l'économie et la mise en place d'innovations institutionnelles apparaissent prioritaires. Aux yeux de nombreux auteurs chinois, il convient surtout, une fois de plus, de lever les résistances des puissants groupes d'intérêt politico-économiques qui tirent profit du *statu quo*.

CAMILLE LIFFRAN



1. Le renforcement de la politique antitrust en Chine

TREY McARVER

SOURCES :

- Ren Qing¹, « La politique antitrust devient la norme », *Xin shiji - New Century*, 18 août 2014.
- Deng Feng², « La politique antitrust doit revenir à son essence légale », *Caijing*, 21 septembre 2014.
- Hu Shuli³, « Comment dissiper les soupçons de xénophobie entourant la politique antitrust? », *Xin shiji - New Century*, 25 août 2014.
- Tao Jingzhou⁴, « Les mauvais usages de la politique antitrust », *Xin shiji - New Century*, 1^{er} septembre 2014.
- Yang Junfeng⁵, « Pourquoi la

¹ Ren Qing est associé au cabinet juridique Zhong Lun à Pékin.

² Deng Feng est professeur à la faculté de droit de l'Université de Pékin.

³ Hu Shuli est la rédactrice en chef de Caixin Media.

⁴ Tao Jingzhou est associé au cabinet Dechert LLP à Pékin.

⁵ Yang Junfeng est chercheur à l'Unirule Institute of Economics (think tank chinois indépendant, spécialisé dans les questions économiques) et

vague antitrust n'a-t-elle pas réussi à convaincre ? », *Financial Times - édition chinoise*, 26 août 2014.

- Wang Zhongmei⁶, « Les avantages de la politique antitrust comme outil de protection du marché », *Wen wei po*, 18 août 2014.

L'application en Chine de la loi antitrust (反垄断法, *fan longduan fa*, LAT), votée il y a six ans⁷, s'est particulièrement intensifiée durant l'année passée à travers une série d'enquêtes antitrust menées contre des entreprises étrangères. Le renforcement du dispositif antitrust est considéré comme un élément clef de l'évolution de la Chine vers une économie de marché moderne. Des universitaires et des commentateurs se sont interrogés sur les efforts du pays dans ce domaine, en analysant les affaires les plus récentes.

Le rôle de la législation antitrust dans une économie moderne

La législation antitrust est un élément fondamental d'une économie de marché moderne. Hu Shuli souligne que la LAT chinoise a été comparée à une « Constitution économique » (经济宪法, *jingji xianfa*), garante d'une concurrence juste et équitable. Toutefois, un vif débat s'est engagé sur le rôle exact de la loi antitrust. Plusieurs spécialistes s'efforcent de montrer que les monopoles en tant que tels ne sont pas nécessairement néfastes. Une position de monopole acquise grâce à une offre de services et de produits de qualité supérieure n'est rien d'autre qu'une juste récompense accordée par les consommateurs, et ne devrait pas, en ce

contribue régulièrement à l'édition chinoise du *Financial Times*.

⁶ Wang Zhongmei est chercheur à l'Institut sur l'économie internationale de l'Académie des sciences sociales de Shanghai.

⁷ La loi a été votée le 30 août 2007 et est entrée en vigueur le 1^{er} août 2008.

sens, être sanctionnée, affirme Yang Junfeng. Condamner ces « monopoles économiques » (经济垄断, *jingji longduan*) pourrait avoir des effets négatifs sur les marchés en « pénalisant la qualité tout en valorisant le médiocre » (惩优扬劣, *chengyou yanglie*). Wang Zhongmei rappelle qu'une entreprise monopolistique ne transgresse pas nécessairement la loi. Il qualifie donc la LAT de « procédure exceptionnelle » (非常规手段, *feichanggui shouduan*) à utiliser avec parcimonie, d'autant, nous dit Tao Jingzhou, qu'il est difficile de définir objectivement un monopole. Pour illustrer son propos, il cite Robert Coase, prix Nobel d'économie, et connu pour son scepticisme à l'égard de la législation antitrust : « Quand les prix augmentaient, les juges disaient qu'il y avait monopole, quand les prix baissaient, ils dénonçaient des prix anticoncurrentiels, et, quand ils restaient stables, c'était de la collusion tacite »⁸.

Une application renforcée

La loi antitrust est entrée en vigueur en 2008 mais son application⁹ durant les cinq premières années a été limitée, au point que certains ont comparé la loi à un « tigre sans dents » (无牙老虎, *wuya laohu*). Selon Tao, cette situation a évolué à partir de 2013, avec les enquêtes menées contre les principaux producteurs de *baijiu* Moutai et Wuliangye¹⁰,

⁸ Cette citation de Coase est extraite de: William Landes, "The Fire of Truth: A Remembrance of Law and Econ at Chicago", *JLE*, 1981, p.193.

⁹ Trois organes de régulation sont chargés en Chine de faire appliquer la LAT à différents niveaux : le ministère du Commerce, en charge des questions de position dominante sur le marché ; l'administration d'État pour l'industrie et le commerce, qui contrôle les agissements relevant de la concurrence déloyale ; et la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), en charge du contrôle des prix.

¹⁰ Au début de l'année 2013, la NDRC a infligé une amende de près de 449 millions de yuans à ces deux entreprises, accusées d'avoir enfreint les dispositions

ainsi qu'une enquête portant sur le géant de l'emballage Tetra Pak¹¹. Tao compare la LAT à une « épée » (宝剑, *baojian*) sortie de son fourreau. Les autorités en font désormais pleinement usage, comme en témoigne le lancement d'enquêtes contre Microsoft, Qualcomm, Audi, BMW, Mercedes-Benz ainsi que douze entreprises japonaises de pièces détachées automobiles l'année dernière.

Selon Ren Qing, l'application de la loi avait été, au départ, délibérément limitée. Les autorités avaient besoin de renforcer les mécanismes institutionnels et souhaitaient également laisser le temps aux entreprises de s'adapter à la nouvelle loi. À cet égard, la multiplication récente des enquêtes témoigne simplement des efforts des autorités pour rattraper le temps perdu et donc recouvrer certaines « dettes impayées » (历史欠帐, *lishi qianzhang*). Ren voit également dans l'application accrue de la LAT un signe que la Chine s'oriente davantage vers une économie de marché, et qu'une transition s'opère progressivement vers une supervision post-établissement, plutôt qu'un système axé sur des autorisations ou des interdictions d'entrée sur certains marchés.

Des soupçons de nationalisme économique

Aux yeux de Wang, les soupçons de xénophobie suscités par les enquêtes récentes ne recouvrent aucune réalité ; les enquêtes se sont surtout concentrées sur les entreprises étrangères car elles constituent la majorité des monopoles non étatiques. Elles reflètent donc tout simplement la structure du marché.

de la LAT relatives à l'entente verticale sur les prix.

¹¹ L'administration d'État pour l'industrie et le commerce a annoncé, en juillet 2013, la mise en œuvre d'une enquête contre Tetra Pak afin de déterminer si l'entreprise abusait de sa position dominante sur le marché de l'emballage. L'enquête est toujours en cours.

Pour Ren Qing également, le renforcement de la LAT ne reflète aucune tendance nationaliste. Au contraire, il témoigne d'une amélioration de la supervision post-établissement et s'inscrit dans le cadre plus large d'une restructuration du régime chinois de gestion des investissements étrangers, comme en témoigne les traités d'investissement bilatéraux en négociation avec l'Union européenne et les États-Unis¹². En tant qu'acteur de ces négociations, la Chine accordera un traitement national aux entreprises étrangères et réduira considérablement le nombre de secteurs pour lesquels les entreprises étrangères doivent obtenir l'accord du gouvernement pour investir.

Cependant, d'autres observateurs s'interrogent sur les motivations des récentes enquêtes. Hu Shuli affirme que les inquiétudes sont naturelles au vu de la croissance notable du nombre de multinationales faisant l'objet d'enquêtes. Yang Junfeng va plus loin en affirmant que les investigations témoignent d'une montée du « nationalisme économique » (经济民族主义, *jingji minzuzhuyi*). Pour preuve, il précise que trois quarts des 2,8 milliards de yuans d'amendes collectés depuis 2011 proviennent d'entreprises étrangères. Tao Jingzhou, quant à lui, soupçonne la NDRC d'avoir procédé à une « application sélective » (选择性执法, *xuanzexing zhifa*) de la LAT, l'utilisant comme un « instrument de [sa] politique industrielle » (产业政策工具, *chanye zhengce de gongju*), permettant

¹² Pour plus d'information sur ces traités, voir l'article de Ma Hongmei dans ce numéro ainsi que : Ma Hongmei, « Les enjeux du traité d'investissement Chine-États-Unis (BIT) », *China Analysis*, n° 51, octobre 2014.

d'écarter les entreprises étrangères du marché.

Tao souligne que la Chine a déjà dans le passé utilisé la LAT pour des motifs politiques semblables. En 2009, le ministère du Commerce a empêché Coca-Cola de faire l'acquisition de Huiyuan, un producteur chinois de jus de fruit. En 2011, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information a lancé une enquête antitrust contre China Telecom et China Unicom, tous deux placés sous la supervision du ministère. Enfin, l'été dernier, le ministère du Commerce a bloqué la fusion de trois compagnies maritimes internationales, de toute évidence dans le but de protéger les entreprises chinoises du secteur. En outre, Yang soutient que les récentes attaques des médias officiels contre les entreprises étrangères comme Starbucks ou McDonald's ont des relents xénophobes officiellement encouragés par le gouvernement.

« Les autorités se sont attaquées aux monopoles économiques sans réussir à s'en prendre aux monopoles étatiques, ce qui revient à “ chasser les mouches mais relâcher les tigres ”. »

La question de l'instance régulatrice

Pour Deng Feng, il ne s'agit pas tant de savoir si les enquêtes de la NDRC ont visé ou non des étrangers, mais plutôt de s'interroger sur les implications des récentes affaires pour le système législatif chinois de manière plus générale. Reprenant une citation de Mencius selon laquelle « les lois ne peuvent pas se mettre en pratique d'elles-mêmes » (徒法不足以自行, *tu fa bu zu yi zi xing*), Deng rappelle que la mise en application de la LAT est tout aussi importante que sa promulgation. Deng examine ensuite les récentes enquêtes de la NDRC menées dans les usines automobiles

étrangères pour évaluer l'état actuel de la politique antitrust.

En s'intéressant aux dispositions de la LAT relatives à « l'entente verticale sur les prix »¹³, Deng montre qu'il est difficile d'un point de vue légal d'accuser les entreprises du secteur de se livrer à des pratiques de cartels. Non seulement la loi ne régule pas les « ententes non relatives aux prix »¹⁴ (非价格卡特尔, *feijiage kate'er*)¹⁵, mais elle peut aussi entrer en conflit avec les dispositions du ministère du Commerce, notamment celle de 2004 sur le secteur automobile, qui impose aux industries de faire appel à des revendeurs agréés¹⁶.

Ainsi, selon Deng, la volonté de la NDRC de faire appliquer la LAT résulte surtout d'un conflit politique au sein duquel la NDRC

¹³ L'entente (ou « cartel ») verticale sur les prix renvoie à la situation dans laquelle les producteurs et les distributeurs s'accordent à vendre des produits à un prix égal ou supérieur à un montant préalablement fixé.

¹⁴ Les ententes non relatives aux prix sont mises en œuvre lorsque les producteurs et les distributeurs limitent la concurrence grâce à d'autres moyens que les prix, en décidant par exemple de faire appel aux mêmes entreprises pour la maintenance, l'achat de pièces détachées ou d'autres services.

¹⁵ L'article 14, faisant référence à l'entente sur les prix, stipule que « L'interdiction porte sur les projets d'ententes suivants : 1) L'entente sur les prix des produits vendus à une partie tierce ; 2) L'entente sur les restrictions portant sur les prix les plus bas pour la revente des produits à une partie tierce ; 3) Les autres ententes déterminées par l'autorité en charge de l'application de la loi antitrust sous l'autorité du Conseil d'État ».

¹⁶ En Chine, les entreprises automobiles étrangères fonctionnent sur le modèle « 4S » (« sales, service, spare parts, survey », soit « ventes, service, pièces détachées et contrôle technique »). Ce modèle suppose que tous les services après-vente soient assurés par les fournisseurs officiels des entreprises automobiles, ce qui entraîne potentiellement des prix élevés pour les services après-vente, notamment la vente de pièces détachées.

tente d'accaparer un pouvoir de régulation au détriment du ministère du Commerce. En menant des enquêtes contre les entreprises automobiles, la NDRC a dépassé le cadre de ses prérogatives. Si elle estime vraiment que la LAT doit remplacer les règlements du ministère du Commerce, elle aurait alors dû proposer un modèle alternatif de supervision du secteur, au lieu de s'en prendre brusquement aux industriels, et ce sans souci de transparence ou de diplomatie. De telles actions sont déplacées et minent la crédibilité de l'institution¹⁷.

« Chasser les mouches mais relâcher les tigres »

Yang Junfen n'interprète pas non plus les récentes enquêtes à la lumière du nationalisme. Il explique plutôt qu'elles témoignent de l'échec des autorités chinoises à s'attaquer aux monopoles d'État. Ainsi, selon lui, elles n'ont que peu bénéficié à la population. Au lieu de cibler les monopoles économiques dans le secteur du luxe, les administrateurs devraient viser les monopoles étatiques comme ceux de l'énergie, des télécommunications et de la finance. Dans ces trois industries, les entreprises d'État sont en position de monopole, et le choix des consommateurs est particulièrement limité. Ces positions de

¹⁷ Deng accuse la NDRC d'être coupable des quatre péchés confucéens de la mauvaise gouvernance : “不教而殺謂之虐，不戒視成謂之暴，慢令致期謂之賊。猶之與人也，出納之吝，謂之有司” (*bu jiao er sha wei zhi nue, bu jieshi chengwei zhi bao, man ling zhi qi wei zhi zei, you zhi yu ren ye, chu na zhi lin, wei zhi you si*), c'est-à-dire: « Condamner à mort ses sujets sans les en avoir instruits, ce qui s'appelle de la cruauté. Exiger que le travail soit achevé dans l'immédiat, ce qui est de la tyrannie. Donner des ordres peu pressants et en hâter ensuite l'exécution, ce qui est de la fourberie. Et, de manière générale, récompenser ou punir avec parcimonie les hommes, ce qui revient à jouer le rôle d'un simple intendant ». *Les Entretiens*, ch. 20.2. (Traduction à partir de la version anglaise de James Legge, 1893).

monopole ne sont pas acquises grâce à la qualité des produits ou des services proposés ; elles résultent plutôt des règles administratives mises en place pour empêcher les autres entreprises de pénétrer ces secteurs.

Les entreprises d'État dans ces secteurs proposent un « mauvais rapport qualité/prix » (质次价高, *zhici jiagao*) tout en réalisant d'énormes profits. Ces profits, loin d'être redistribués à l'ensemble de la société, servent plutôt à financer les hauts salaires, les somptueux banquets et les luxueux bureaux des patrons des entreprises d'État. Selon Yang, les autorités se sont attaquées aux monopoles économiques sans réussir à s'en prendre aux monopoles étatiques, ce qui revient à « chasser les mouches mais relâcher les tigres » (只打了苍蝇, 而放任老虎, *zhi dale cangying, er fangren laohu*), ajoute l'auteur en faisant directement référence à la campagne anti-corruption en cours.

En dépit du débat toujours vivace en Chine sur le caractère néfaste ou non des monopoles, la LAT, six ans après sa mise en vigueur, est sur la voie d'être pleinement appliquée. Son objectif, en théorie, consiste à introduire davantage de concurrence sur le marché chinois. Toutefois, sa mise en pratique soulève un certain nombre de difficultés, liées notamment à une compétition entre la NRDC et le ministère du Commerce. Finalement, pour les observateurs chinois, il ne s'agit pas tant de savoir si les entreprises étrangères sont les cibles privilégiées des enquêtes, mais plutôt de comprendre pourquoi les efforts antitrust ne se concentrent pas sur les entreprises d'État chinoises, responsables, d'après les auteurs, de profonds déséquilibres économiques.



2. Les réformes du système des IDE en Chine

HONGMEI MA

SOURCES :

- Yang Yichen, Huang Mei, Xu Yue et Wang Xinming¹⁸, « "Inutiles", "écrasant les entreprises locales" et "opérant un blocus technologique": confrontations entre les différentes positions sur la valeur des IDE », *Jingji cankao bao*, 23 octobre 2014.
- Han Bing¹⁹, « Le traitement national portant sur le pré-établissement et l'approche par liste négative : l'impact du traité d'investissement sino-américain sur le régime chinois des IDE », *Quarterly Report of International Investment Studies*, 29 novembre 2013.

Malgré un ralentissement des investissements directs étrangers (IDE) entrants ces dernières années, la Chine reste, parmi les pays en développement, la principale destination en termes d'IDE. Un certain nombre de

¹⁸ Journalistes au *Jinji cankao bao*.

¹⁹ Han Bing est chercheuse au centre de recherche sur l'investissement international de l'Institut de politique et d'économie mondiale de l'Académie chinoise des sciences sociales (son étude est le résultat d'un travail mené par l'équipe de ce centre).

changements structurels sont survenus depuis 2000. Par exemple, la part des IDE dans le secteur tertiaire a augmenté plus rapidement que dans l'industrie manufacturière²⁰. La Chine est également devenue elle-même une source importante d'IDE²¹. Récemment, la gestion chinoise des IDE, et notamment les récentes enquêtes antitrust, ont fait craindre aux investisseurs étrangers que la seconde économie mondiale n'ait pris une orientation protectionniste en matière d'investissement. Les politiques chinoises dans ce domaine ont donc largement été débattues ces derniers mois, aussi bien à l'étranger qu'en Chine.

Les débats sur la politique chinoise en matière d'IDE

Selon Yang Yichen, Huang Mei, Xu Yue et Wang Xinming, de nombreux observateurs chinois considèrent que les IDE sont « inutiles » (无用, *wu yong*) pour la Chine, et que celle-ci n'a plus besoin d'attirer les investissements étrangers. D'autres observateurs estiment que, si la Chine n'a plus besoin d'attirer activement les IDE entrants à travers l'octroi d'un « traitement national supérieur »

²⁰ En 2000, les IDE dans le secteur des services représentaient 30,5 % de la valeur réalisée par le flux d'IDE ; en 2008, la proportion s'est élevée à 52,3 %. Entre 2000 et 2010, la part d'IDE effectifs dans l'industrie manufacturière est passée de 63,5 % à 43,2 % tandis que leur part dans le secteur financier est passée de 0,2 % (principalement dans la banque et l'assurance) à 8,8 % (surtout dans la finance). La part des IDE dans le secteur immobilier est, quant à elle, passée de 11,4 % à 20,9 %. À ce propos, voir : Ken Davies, « China Investment Policy: An Update », *OECD Working Papers on International Investment*, janvier 2013, p. 13-14.

²¹ Selon la récente conférence de presse tenue par le ministère du Commerce, les investissements chinois sortants sont cette année sur le point de dépasser les IDE entrants en Chine. Voir Lin Yuan, « Notre pays est entré dans une phase d'exportation de capital net », *Jingji cankao bao*, 19 novembre 2014.

(超国民待遇, *chao guomin daiyu*)²² aux entreprises à investissement étranger (EIE), ces entreprises continuent de jouer un rôle significatif, voire crucial, dans l'économie chinoise. Les IDE contribuent toujours de manière importante aux recettes fiscales, à l'emploi, au commerce extérieur et à la production industrielle. Les quatre journalistes précisent d'ailleurs que de nombreuses personnes pensent que « l'utilisation de capital étranger [et] l'optimisation de ce capital, à travers notamment l'introduction de "talents" étrangers, sera toujours une tâche importante pour la Chine »²³.

Yang, Huang, Xu et Wang soulignent qu'un autre argument contre les IDE est l'idée que les EIE freinent le développement des entreprises locales, en raison des nombreux avantages compétitifs dont jouissent les entreprises multinationales, au détriment des entreprises locales. Mais, dans la mesure où la priorité est aujourd'hui, pour l'économie chinoise, l'accélération des réformes, la question de l'introduction de capital étranger n'est pas pertinente pour le moment. Les auteurs citent le président de l'Université d'économie et de finance de Tianjin, Li Wei'an²⁴, qui considère que les EIE concurrencent de plus en plus les entreprises locales. Toutefois, Li pense que, tant que cela reste légal, la compétition avec les EIE permet non seulement d'encourager l'innovation des entreprises locales mais aussi

²² Le traitement national signifie que les EIE bénéficient des mêmes avantages que les entreprises locales. Le « traitement national supérieur » suggère que les EIE ont bénéficié de politiques foncières et fiscales encore plus avantageuses que leurs homologues (privés) chinois depuis le début de l'ouverture et de la réforme.

²³ 继续利用外资、优化用好外资、重点引进外“智”，仍是未来我国经济领域的重要工作，*jixu liyong waizi, youhua yonghao waizi, zhongdian yinjin waizhi, renshi weilai wo guo jingji lingyu de zhongyao gongzuo*.

²⁴ Cité dans l'article du *Jingji cankao bao*.

de s'assurer que seules les entreprises les plus performantes se maintiennent au sein du marché. L'IDE, considéré par les journalistes du *Jingji cankao bao* comme la « pierre angulaire » (试金石, *shijinshi*), « le catalyseur » (催化剂, *cuihuaji*) et l'« allié » (同盟军, *tongmengjun*) de la réforme, a été « une force motrice pour les réformes dans de nombreux secteurs économiques »²⁵.

Un autre critique adressée aux IDE concerne, d'après les auteurs, l'absence de transfert de technologies clefs de la part des EIE à leurs partenaires chinois. D'ailleurs, le blocus technologique mis en œuvre par les EIE a grandement freiné le développement des entreprises locales. Ainsi, plutôt que de s'efforcer d'attirer les investisseurs étrangers, la Chine devrait avant tout encourager les entreprises locales. Cependant, les auteurs remarquent que

certaines observateurs pensent que les liens entre l'investissement étranger et l'innovation locale sont plus complexes qu'il n'y paraît. Les IDE ont aidé les entreprises locales à assimiler des technologies de base et ont préparé le terrain pour le développement de technologies clefs. La mobilité de la main-d'œuvre entre les entreprises multinationales et les entreprises locales a également contribué aux progrès technologiques dans l'industrie chinoise.

D'après l'article du *Jingji cankao bao*, certains observateurs chinois, considérant que la réforme et l'ouverture ont eu, jusqu'à présent, des résultats significatifs, estiment que la Chine doit poursuivre son ouverture aux investisseurs étrangers, tout en s'assurant

²⁵ 促使国内经济领域各项改革加速推进, *cushi guonei jingji lingyu gexiang gaige jiasu tuijin*.

qu'elle en « contrôle les risques » (控制风险, *kongzhi fengxian*).

Le régime actuel des IDE en Chine et ses caractéristiques

Selon Han Bing, après plusieurs cycles de réformes et d'ouverture, Pékin a mis en place un régime d'IDE avec pour caractéristiques principales :

« Face à l'ampleur croissante des projets d'IDE et à la diversification des modalités d'entrée, Han explique que le système chinois de gestion des IDE est devenu obsolète. »

« une gestion à différents niveaux administratifs » (分级管理, *fenji guanli*), « une procédure d'approbation de chaque projet » (逐一审批, *zhuyi shenpi*), et « une supervision par département » (部门监督, *bumen jiandu*). Jusqu'à aujourd'hui, la Chine a publié environ 200 lois, réglementations et directives liées à l'investissement étranger. L'important système législatif relatif aux IDE est constitué de trois lois fondamentales, de directives du Conseil d'État, ainsi que de décisions et

circulaires émises par les différents ministères et services concernés²⁶. En ce qui concerne les politiques industrielles menées en matière d'IDE, la Chine a publié dès 1995 un *Guide de l'investissement étranger dans l'industrie*. Ce guide distingue les industries pour lesquelles l'investissement est « encouragé », « restreint » ou « interdit ». Il a fait l'objet de quatre révisions depuis 1995, permettant aux autorités chinoises de maintenir un contrôle étroit sur les flux d'IDE. Ces différentes révisions ont introduit des simplifications et une libéralisation partielle, mais Han fait remarquer que le cadre régissant les IDE en Chine reste relativement

²⁶ Les trois lois fondamentales sont la loi sur les joint-ventures sino-étrangères à capitaux mixtes, la loi sur les joint-ventures contractuelles sino-étrangères et la loi sur les entreprises à capitaux exclusivement étrangers.

inchangé²⁷.

Han explique que le régime des IDE en Chine relève d'un système dual, le régime administratif des IDE étant différent de celui régissant les investissements des entreprises locales. Il s'agit également d'un système hybride qui accorde des traitements préférentiels en même temps qu'il impose des restrictions à l'investissement. Malgré l'arrêt progressif de la plupart des politiques préférentielles pour les IDE, certaines sont toujours appliquées dans des industries prioritaires de Chine occidentale. Les restrictions d'accès à l'investissement étranger se traduisent par la nécessité, pour chaque projet d'IDE, d'obtenir l'approbation du gouvernement central ou local. Si le système d'approbation a été formellement réformé et simplifié pour être, en théorie, remplacé par un système d'autorisation et d'enregistrement, l'auteur note qu'aucun changement substantiel n'a été réalisé. Face à l'ampleur croissante des projets d'IDE et à la diversification des modalités d'entrée, Han explique que le système chinois de gestion des IDE est devenu obsolète.

L'impact du traitement national pré-établissement et de l'approche par « liste négative » sur le régime d'IDE en Chine

Parallèlement aux négociations en cours autour du traité d'investissement bilatéral sino-américain²⁸, la Chine envisage d'introduire un « traitement national pré-établissement » (准入前国民待遇, *zhuruqian guomin daiyu*)²⁹

²⁷ L'ébauche de la cinquième révision du *Guide* a été publiée le 4 novembre 2014. Voir : Wang Zhiling et Zhang Xu, « Révision substantielle du *Guide sur les investissements étrangers dans l'industrie* : l'enregistrement sera suffisant pour 90 % des projets », *21 shiji jingji daobao*, 6 novembre 2014.

²⁸ À ce propos, voir : Ma Hongmei, « Les enjeux du traité d'investissement Chine-États-Unis (BIT) », *China Analysis*, n° 51, octobre 2014.

²⁹ Le traitement national accordé avant l'entrée

et une approche par « liste négative » (负面清单, *fumian qingdan*)³⁰.

Han explique que ces deux dispositions auront un impact profond, à la fois positif et négatif, sur le régime des IDE en Chine. En termes de répercussions positives, ils permettront de desserrer le « goulet d'étranglement » (瓶颈, *pingjing*) qui pèse sur la réforme du système des IDE. Pour atteindre cet objectif, le Conseil d'État a d'ailleurs mis en place une nouvelle zone pilote de libre-échange à Shanghai en septembre 2013, qui a simplifié et allégé les règles relatives à l'investissement étranger, et cela sur la base d'une approche par « liste négative »³¹. La zone servirait de test avant de généraliser ces règles au niveau national. En outre, l'intégration d'une clause sur le traitement national pré-établissement dans un traité d'investissement bilatéral ou multilatéral pourrait s'avérer bénéfique pour la

de l'investissement est une garantie fournie par les États pour assurer aux investisseurs étrangers de disposer des mêmes avantages concurrentiels que les entreprises locales. Dans la plupart des traités d'investissement bilatéraux, le traitement préférentiel est appliqué à la phase « post-établissement » (comprenant la gestion, le maintien, l'usage, le profit ou la mise à disposition des investissements). Depuis le début des années 1990, certains traités d'investissement bilatéraux ont étendu le traitement préférentiel à l'étape « pré-établissement », c'est-à-dire la phase d'entrée de l'investissement. Cela signifie que les pays d'accueil ne peuvent pas faire appliquer des mesures discriminatoires au niveau des conditions d'entrée à l'encontre des investisseurs étrangers. À la différence du modèle privilégiant l'étape post-établissement, le traitement accordé pour la phase de pré-établissement est l'objet de certaines exceptions, à travers une approche par liste « négative » ou « positive ».

³⁰ Dans l'approche par « liste négative », le traitement national est accordé à tous les secteurs et activités non mentionnés dans la liste.

³¹ Sur cette question, voir l'article d'Agatha Kratz dans ce numéro ainsi que Chan Yang, « La zone de libre-échange de Shanghai : un aiguillon pour toute la Chine », *China Analysis*, n° 46, décembre 2013.

stratégie d'internationalisation des entreprises chinoises car elle permettrait de lever les barrières à l'entrée dans les pays d'accueil.

Toutefois, la clause sur le traitement national pré-établissement et l'approche par liste négative risquent de poser des difficultés en termes de supervision, de contrôle et de gestion des risques liés aux IDE. Pour éviter que le système d'IDE chinois ne subisse un « effet de cliquet » (锁定, *suoding*)³² à cause des traités d'investissements internationaux, Han souligne que la Chine doit réformer et améliorer son régime d'administration des IDE avant de signer le traité d'investissement bilatéral avec les États-Unis.

L'amélioration du système d'IDE

Pour perfectionner le régime chinois d'IDE, Han estime que le gouvernement doit promouvoir et élargir les projets pilotes de zones de libre-échange, de manière à accumuler une expérience qui pourrait s'avérer utile dans les négociations du traité d'investissement avec les États-Unis.

La Chine devrait également unifier ses lois sur l'investissement domestique et les IDE, et promulguer une nouvelle loi sur l'investissement étranger qui couvrirait l'accès aux marchés, les politiques industrielles liées aux IDE et l'encadrement des IDE. Cela encouragerait la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement, qui réponde à des exigences de transparence, d'efficacité et d'équité. Pékin devrait par ailleurs renforcer le système de supervision de la phase de pré-établissement

³² L'effet de cliquet est un concept selon lequel un processus ne peut revenir en arrière une fois qu'il a dépassé une certaine étape. Il signifie ici que la libéralisation doit se faire en allant de l'avant sans possibilité de régression, c'est-à-dire que le gouvernement chinois ne sera pas en mesure de mettre en place de nouvelles réglementations pour limiter les IDE une fois qu'il aura signé ces traités.

et améliorer son système national de contrôle des IDE entrants. Han suggère d'élargir le concept de « sécurité nationale » et d'introduire des procédures de contrôle plus précises. Il s'agirait également d'établir un organe permanent et indépendant de contrôle de sécurité nationale, à l'image du Comité sur l'investissement étranger aux États-Unis (CFIUS, Committee on Foreign Investment in the United States). Cela pourrait permettre à la Chine d'accroître sa capacité à prévenir les risques et de se mettre au niveau des systèmes de contrôle des pays occidentaux. Ces mesures pourront également préparer le terrain à de futures négociations multilatérales.

En définitive, Han préconise le renforcement en Chine du système de supervision post-établissement, ainsi que la « standardisation » (规范化, *guifanhua*) et la « systématisation » (制度化, *zhiduhua*) de son système d'enquêtes antitrust. Elle explique que le régime des IDE en Chine accorde depuis longtemps « trop d'importance à la procédure d'approbation au détriment de la supervision » (重审批、轻管理, *zhong shenpi, qing guanli*). Elle fait remarquer que certaines EIE ont désobéi aux lois et réglementations chinoises en jouant sur les différences entre les systèmes chinois et étrangers, ce qui va à l'encontre des intérêts des consommateurs et détériore l'environnement propice à l'investissement en Chine. Cependant, elle affirme que le processus de renforcement législatif en vue de résoudre ces problèmes a fait naître plusieurs controverses. Les litiges qui en découlent sont difficiles à arbitrer en raison de la difficulté à établir des preuves et le manque d'expérience du corps judiciaire. À partir de maintenant, ajoute l'auteur, la Chine devrait s'efforcer d'améliorer l'application de la loi anti-trust et « normaliser » (常态化, *changtaihua*) son application dans le respect des principes de rigueur, de transparence et d'équité³³.

³³ Sur la loi antitrust, voir l'article de Trey McArver dans ce numéro.

- Fu Yugang³⁸, « Qu'a changé la zone de libre-échange de Shanghai ? », *Beijing bao - The Beijing News*, 18 septembre 2014.



3. La zone de libre-échange de Shanghai, un modèle pour les entreprises chinoises

AGATHA KRATZ

SOURCES :

- Chen Bo³⁴, « Après un an, les réussites et les faiblesses de la zone de libre-échange de Shanghai », *Aisixiang*, 9 octobre 2014.
- Guo Wenjing³⁵, « Les enseignements et les opportunités de la zone de libre-échange de Shanghai », *Aisixiang*, 30 septembre 2014.
- Wu Hongyuran³⁶, « Trouver une voie pour la supervision bancaire dans la zone de libre-échange de Shanghai », *Xinshiji*, 19 mai 2014.
- Pan Yingli³⁷, « L'expérience de réforme financière de la zone de libre-échange de Shanghai n'a pas encore trouvé sa voie », *Aisixiang*, 16 septembre 2014.

³⁴ Professeur à la Shanghai University of Finance and Economics (SUFE).

³⁵ Avocate au cabinet d'avocats Lingjun à Wuhan.

³⁶ Journaliste à *Xinshiji*.

³⁷ Professeur à l'école d'économie et de management de l'université Jiaotong de Shanghai, directeur de son centre de recherche sur la finance contemporaine.

La « zone chinoise (Shanghai) de libre-échange » (中国(上海)自由贸易试验区, *Zhongguo (shanghai) ziyou maoyi shiyanqu*, ci-après nommée FTZ (pour Free Trade Zone), a été inaugurée le 29 septembre 2013³⁹. Considérée avant son ouverture comme un projet personnel du Premier ministre Li Keqiang, la zone a néanmoins peu fait parler d'elle durant sa première année d'existence. Malgré les nombreux espoirs qu'elle a éveillés lors de sa création, l'absence du Premier ministre à la cérémonie d'ouverture, ainsi que le nombre réduit de visites officielles de haut rang depuis cette inauguration⁴⁰, ont fait douter de la détermination des autorités d'en faire une zone d'importance stratégique. Cela explique en partie les nombreuses critiques dont la FTZ fait l'objet depuis sa naissance. Nous analysons ici les commentaires de plusieurs observateurs chinois pour comprendre quelle est leur perception de cette première année d'existence de la FTZ.

« Liste négative » et FTA : des avancées limitées

Chen Bo est probablement le plus optimiste des auteurs sélectionnés. Il explique que la zone avait à l'origine six objectifs : modifier le rôle du gouvernement, créer un système de gestion des investissements étrangers par « liste négative » (负面清单, *fumian qingdan*), libéraliser le secteur des services,

³⁸ Directeur exécutif de l'Institut de recherche sur l'économie et le droit de Shanghai.

³⁹ Nous avons publié à cette occasion un article de Chan Yang, « La zone de libre-échange de Shanghai : un aiguillon pour toute la Chine », *China Analysis*, n°46, décembre 2013.

⁴⁰ Deux visites « éclairs », l'une de Xi Jinping le 22 mai 2014, l'autre de Li Keqiang le 18 septembre 2014.

promouvoir le commerce et les échanges, notamment maritimes, libéraliser le secteur financier et promouvoir l'innovation financière, mettre en place un nouveau système de régulation adapté aux normes internationales existantes. Selon lui, chacun de ces objectifs a connu des « avancées certaines » (一定进展, *yiding jinzhan*) bien qu'inégales. En effet, des progrès notables ont été réalisés en termes de supervision gouvernementale, notamment pour accélérer les procédures de création d'entreprises. Une première « liste négative »⁴¹ a été publiée dès septembre 2013, puis celle-ci a été réduite en juillet 2014. Certains secteurs de service ont été ouverts à la concurrence et aux investissements. Les douanes ont adopté de nouvelles normes plus favorables au commerce. Les différentes autorités de supervision financière ont annoncé des programmes de libéralisation financière. Enfin, certaines règles sur les investissements étrangers ont été revues.

Fu Yugang et Guo Wenjing saluent eux aussi l'adoption d'une approche par « liste négative » et la publication d'une seconde liste, réduite, ouvrant aux investissements un certain nombre de sous-secteurs dans la finance, l'immobilier, la santé ou encore le divertissement⁴². Ceux-ci notent néanmoins

⁴¹ Parmi les mesures fondatrices de la FTZ, la plus commentée est probablement cette « liste négative » concernant les secteurs ouverts aux investissements étrangers. La liste détaille les secteurs pour lesquels les investissements sont limités ou interdits. Tout secteur non mentionné dans la liste est donc ouvert aux investissements. Une première liste négative a été publiée en octobre 2013. Celle-ci a fait l'objet de critiques du fait de sa longueur (18 industries, 190 éléments et plus de 1000 secteurs).

⁴² La nouvelle liste ne compte plus que 139 éléments au lieu de 190 à l'origine – 110 mesures « restrictives » (限制性, *xianzhixing*) et 29 « prohibitives » (禁止性, *jinzhixing*). Parmi les 51 mesures abandonnées, 14 ouvrent effectivement de nouveaux secteurs aux investissements, 14 concernent des secteurs retirés car la même régulation existe dans le reste de la

que cette seconde version reste « trop longue » (过长, *guochang*). Han Zheng, secrétaire du comité municipal de Shanghai, cité par Chen Bo, regrette pour sa part que les entreprises étrangères reçoivent le même « traitement national » (国民待遇, *guomin daiyu*) que les entreprises privées chinoises, qui sont elles-mêmes des « citoyens de seconde classe » (二等公民, *erdeng gongmin*) dans l'économie chinoise.

Wu Hongyuran et Pan Yingli mettent en avant, pour leur part, la création de comptes *free trade* (FTA, 自由贸易账户, *ziyou maoyi zhanghu*)⁴³ : Ceux-ci permettent en théorie à leurs détenteurs de mieux faire circuler leurs avoirs à la fois vers l'étranger, entre devises, et vers leurs comptes habituellement dédiés aux activités de commerce, d'investissement et de prêt. Néanmoins, notent les auteurs, ces comptes ne sont toujours pas accessibles aux clients potentiels de la zone.

Chine, et 23 constituent des reclassements de secteurs et de catégories. Les 14 ouvertures permettent pour la première fois aux investisseurs étrangers d'investir dans des banques et entreprises financières dans la FTZ – avec cependant un grand nombre de limitations, puisque ce type d'opération restera sujet à l'approbation des régulateurs. Certaines barrières à l'investissement dans les sociétés de courtage foncier et immobilier, dans les cybercafés, dans le transport commercial par rail, dans la distribution ou encore dans le secteur de la santé, sont également éliminées. Pour plus d'information, voir : Wang Xiaoqing, « La nouvelle liste négative de la SHFTZ élimine 51 éléments », *Caixin wang*, 1^{er} juillet 2014.

⁴³ Zhou Qun, « Les comptes *free trade* de la zone de libre-échange de Shanghai ont été officiellement créés », *Caixin wang*, 18 juin 2014. Cinq banques chinoises ont obtenu l'autorisation d'opérer des « comptes *free trade* » (FTA) : la Bank of Shanghai, la Pufa Bank (via sa branche de Shanghai), l'ICBC, la Jianshe Bank, la Bank of China. Selon Zhou Qun, la liste des cinq banques retenues pourrait encore changer. Par ailleurs, ces comptes ne sont toujours pas directement accessibles aux clients (individuels et institutionnels) de la FTZ.

Une libéralisation financière presque inexistante

La plus grande déception, aux yeux des auteurs sélectionnés, porte sans doute sur la libéralisation financière. En effet, alors que la zone est qualifiée « de libre-échange », la libéralisation financière a focalisé l'attention des observateurs. Nombreux sont ceux, en effet, qui espéraient que les mesures appliquées dans la zone accéléreraient la convertibilité du yuan ou la libéralisation des taux d'intérêt.

Or, selon Wu Hongyuan, les restrictions sur les services financiers n'ont été que très partiellement éliminées et les principaux contrôles sur les flux de capitaux sont toujours en place. De plus, la zone n'autorise toujours pas la libre conversion des devises, et les taux d'intérêt ne devraient pas être libéralisés dans le court terme. L'auteur est rejoint par Fu Yugang et Guo Wenjing. Cette dernière considère la réforme financière comme « absente » (缺席, *quexi*) de la FTZ⁴⁴.

Cette déception tient probablement, nous explique Chen Bo, à des attentes trop importantes concernant la zone. En effet, bien que porteuse de nombreuses opportunités économiques, la libéralisation financière est l'élément le plus risqué de cette réforme, puisque les capitaux sont par nature difficilement contrôlables et extrêmement mobiles. Or, l'une des deux barrières à la réforme – avec les groupes d'intérêt – est le « risque potentiel » (潜在风险, *qianzai fengxian*) que présentent les mesures lancées, selon Chen Bo. Libéraliser trop rapidement le

⁴⁴ L'auteur explique que, selon les autorités, le cadre réglementaire pour lancer la réforme financière est encore en gestation, et aucune date n'est prévue pour sa publication.

secteur financier à Shanghai pourrait mener à une déstabilisation du secteur financier dans le reste du pays, ce que redoutent les autorités, d'autant que, selon Pan Yingli, les conditions nécessaires ne sont pas réunies à Shanghai pour la réforme financière⁴⁵.

La forte déception des observateurs vient donc probablement qu'ils avaient espéré une libéralisation tous azimuts de la zone,

« La forte déception des observateurs vient donc probablement d'une incompréhension des objectifs centraux des FTZ. »

ainsi que, parfois, d'une incompréhension des objectifs centraux de la FTZ. En effet, plusieurs auteurs mettent en avant le fait que la réforme financière n'était, au final, qu'un élément parmi d'autres de cette zone test, et avant toute chose, un outil au service de l'économie (金融改革必须为实际经济服务, *jinrong gaige bixu wei shiji jingji fuwu*).

D'autres éléments, tels que l'évolution du rôle du gouvernement – passant du rôle de gestionnaire de l'économie à celui de simple arbitre – sont, finalement, beaucoup plus centraux.

Changer le rôle du gouvernement dans l'économie

Les auteurs s'accordent d'ailleurs à dire qu'en termes de simplification administrative et d'allègement du poids du gouvernement dans les processus économiques, la zone a donné des résultats tangibles.

Selon Fu Yugang, le principal succès de la zone est la réforme de l'enregistrement des sociétés. Chen Bo précise pour sa part que les licences commerciales sont désormais simplifiées, et accordées en 3 à 5 jours ouvrés

⁴⁵ Notamment le respect et la protection des droits de propriété, et des systèmes législatif, judiciaire et d'application de la loi efficaces.

– contre 3 à 6 mois auparavant.

Wu Hongyuran souligne la mise en place d'autres simplifications administratives : le capital social minimum pour les nouvelles entreprises a été abaissé⁴⁶; les contrôles administratifs sur les entreprises ont été allégés ; certaines procédures commerciales ont été simplifiées, permettant aux biens arrivant par la FTZ d'être traités sous deux à trois jours⁴⁷; les opérations d'investissement de moins de 300 millions de dollars sont désormais validées en moins de cinq jours ouvrés ; et les coûts de financement ont sensiblement baissé pour les opérations à l'étranger.

L'accent, dans le cadre de cette zone test, n'est donc pas mis sur l'ouverture aux capitaux et aux entreprises étrangères, ou sur des politiques préférentielles pour encourager l'activité économique dans la zone, note Fu Yugang, mais plutôt sur l'évolution du cadre administratif entourant les entreprises dans la zone, pour limiter le rôle de l'État. D'ailleurs, nous rappelle Chen Bo, la « transformation des fonctions gouvernementales » (政府职能转变, *zhengfu zhineng zhuanbian*) était la première des cinq priorités édictées par le « plan de développement général de la zone »⁴⁸ – au sein duquel la libéralisation financière n'arrivait qu'en quatrième position. C'est pourquoi, selon Wu

Hongyuran, l'innovation institutionnelle est l'élément le plus important de cette zone, bien avant l'innovation financière. En cela, la réforme est davantage axée sur l'amélioration de l'environnement local, notamment pour les entreprises chinoises opérant dans la FTZ. Enfin, l'expérience menée au sein de la zone est vouée à être répétée et appliquée à toute la Chine, pour que le pays bénéficie des avancées administratives réalisées à Shanghai.

Mais si cette réforme n'est pas nécessairement une réforme d'ouverture, Pan Yingli suppose qu'elle représente néanmoins une occasion pour la Chine de se mettre au diapason des normes internationales en matière d'investissement – même si le pays en est loin comme le note Chen Bo. En effet, se négocient actuellement non seulement deux traités d'investissement bilatéraux entre la Chine et les États-Unis d'une part, et la Chine et l'UE d'autre part, mais aussi le Trans-Pacific Partnership (TPP) et le Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP), n'incluant pas la Chine, et que Pékin voit comme des tentatives des États-Unis d'isoler la Chine dans le domaine du commerce et de l'investissement internationaux.

En conclusion, les auteurs reconnaissent tous que les innovations de la FTZ sont décevantes, mais ils notent également que les efforts menés par les autorités centrales et celles de Shanghai sont sincères, et ont donné certains résultats tangibles. La réforme financière est l'élément qui suscite le plus de critiques, mais les auteurs nous expliquent que cette déception est surtout due à des attentes trop importantes dans ce domaine. Enfin, des avancées non négligeables ont été réalisées dans le secteur administratif, contribuant à faire évoluer le rôle du gouvernement, et, comme promis au III^e Plénum, à assurer le « caractère déterminant » (决定性, *juedingxing*) du marché.

⁴⁶ En raison de son succès, cette mesure a depuis été étendue au reste de la Chine.

⁴⁷ Ces mesures devraient d'ailleurs être étendues rapidement à d'autres ports du pays.

⁴⁸ À savoir la transformation des fonctions gouvernementales, l'amélioration de la structure du commerce extérieur, la facilitation des investissements internationaux, l'approfondissement de l'innovation et l'ouverture du secteur financier, ainsi que l'amélioration des garanties institutionnelles dans le domaine juridique. Pour plus d'informations, voir : Chan Yang, « La zone de libre-échange de Shanghai : un aiguillon pour toute la Chine », *China Analysis*, n° 46, décembre 2013.

REPÈRES

4. Une prudente internationalisation de la monnaie chinoise

JEAN-FRANÇOIS DI MEGLIO

SOURCES :

- Shao Yu⁴⁹, « Internationalisation du yuan : la logique de la “réforme par l’intérieur” », *Caixin wang – Opinion*, 24 janvier 2014.
- Wang Yongli⁵⁰, « Délimiter les échanges de “yuan offshore” », *Xin shiji*, 20 octobre 2014.
- Chen Delin⁵¹, « Construire un centre global d’échanges du yuan offshore », *Xin shiji*, 21 octobre 2014.

Cette série d’articles revient sur l’histoire, les raisons et les modalités de l’internationalisation – encore partielle – de la monnaie chinoise. Adoptant des points de vue très différents, elle confirme néanmoins la tendance marquée à l’ouverture, la prédominance de Hong-Kong comme place du yuan offshore et la compétition

⁴⁹ Professeur à l’école de management de l’Université de Nanjing et chercheur à l’Institut de recherche sur la finance de l’université Fudan de Shanghai.

⁵⁰ Responsable à la Bank of China.

⁵¹ Directeur général de l’autorité monétaire de Hong Kong (HKMA).

entre places internationales pour devenir des avant-postes de l'internationalisation hors Asie.

Faire évoluer prudemment le régime de change chinois

Le premier article remet en perspective les étapes de la réforme financière et monétaire, et montre pourquoi celles-ci étaient adaptées aux différentes étapes de développement de la Chine. Tout d'abord, dit Shao Yu, un environnement stable et propice au développement de l'économie nationale a été créé grâce au contrôle graduellement levé mais toujours existant de la circulation des capitaux, des fluctuations de change et surtout de l'influence des marchés étrangers. Shao Yu justifie la situation actuelle – intermédiaire⁵² – et l'avancée lente de la réforme par la nature justement graduelle – et selon lui justifiée – de la politique de change chinoise menée depuis plusieurs décennies.

Par exemple, l'auteur montre en quoi l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 a représenté un tournant déterminant pour la politique de change chinoise. Celle-ci a en effet permis le développement de la capacité exportatrice du pays, dans un contexte de « dividende démographique » (人口红利, *renkou hongli*) et de relative stabilité économique malgré le choc de la crise asiatique de 1997. Ces conditions ont favorisé les premières réformes, en 2005, de la bande de fluctuation, malgré un régime de change international dépendant de la politique monétaire et de la politique de change américaines. Depuis, la part de la Chine dans les exportations mondiales a été décuplée, passant de 4,3 % en 2001 à 11,4 % en 2012 – reflétant un phénomène commun pour les économies exportatrices en croissance –,

⁵² De premières étapes ont abouti à une relative internationalisation mais à une libéralisation très parcellaire des marchés et des flux de capitaux, y compris pour les étrangers souhaitant investir.

mais butant sur un seuil que le Japon, l'Allemagne (et même les États-Unis) ont eu du mal à dépasser, et que l'article situe entre 10 et 12 %. L'article souligne aussi que pendant cette période, le taux de croissance annualisé (en dollar) du commerce extérieur de la Chine s'est établi à 18,8 %, tout cela conduisant à la nécessité d'adapter les conditions monétaires et de change à la nécessité d'intégrer la Chine dans son espace régional et d'adapter son développement à l'augmentation des coûts unitaires de production.

Or, selon l'auteur, le modèle de développement chinois est handicapant, car il induit une impossibilité de jouer totalement sur les paramètres monétaires – du fait de l'importance du modèle exportateur et de la dépendance à une politique monétaire externe. L'instrumentalisation d'une politique de change accommodante et la nécessité d'agir en absorbant les excédents monétaires dans le cadre d'un « système de taux de change au flottement géré » (有管理的浮动汇率制度, *you guanli de fudong huilü zhidu*) ont fini par atteindre leurs limites, cette politique profitant à la stabilité assurément, et offrant une « capacité de macro contrôle » (宏观调控的能力, *hongguan tiaokong de nengli*), mais ne permettant pas de transférer les bénéfices de la croissance à la population. Mais, désormais, la nécessité d'échapper au *middle income trap* (中等收入陷阱, *zhongdeng shouru xianjing*) et de rééquilibrer l'économie en donnant plus d'importance à la demande intérieure – objectifs qui constituent la « phase II de la réforme » (二次改革, *erci gaige*) correspondant à l'arrivée d'une nouvelle équipe politique – met en évidence l'urgence d'une réforme des prix qui ne peut être effectuée dans le cadre de la politique de change actuelle. Or, la crise financière internationale et les politiques d'assouplissement monétaire américaine et européenne n'ont pas facilité la mise en œuvre des réformes. Les relevés des décisions du Conseil d'État du 26 mars

et du 6 mai 2013 montrent clairement, précise l'article, que l'assouplissement du compte de capital et l'adaptation de la politique fiscale sont désormais les instruments de la réforme, en forçant la Chine à s'adapter aux normes internationales – qu'elle contribuera bientôt à son tour à façonner.

Ainsi, la Chine doit revoir son régime de change, mais avec prudence, selon Shao Yu. Citant Sunzi (孙子) qui dit qu'« il ne faut pas bouger sauf s'il y a un avantage, ne pas utiliser la force de ses armées sauf si un gain est à prendre, et [qu'] il ne faut pas combattre, sauf si la position est critique » (非利不动, 非得不用, 非危不战, *feili budong, feide buyong, feiwei buzhan*), l'auteur insiste sur la nécessité de faire preuve de discernement dans le processus de réforme. Avant d'atteindre la pleine convertibilité de sa monnaie, la Chine doit faire face aux contraintes des marchés extérieurs et de la croissance stable de son économie. Au-delà de ces rappels évidents, l'article conclut en soulignant l'opportunité auquel les conséquences de la crise doivent conduire la Chine, en influençant désormais les règles du jeu monétaire international. Tout en tenant compte du « formidable coup de fouet » (巨大拉动作用, *juda ladong zuoyong*) que la Chine a procuré dans les échanges mondiaux à la suite de la crise, et en indiquant la nécessité de sortir de la dépendance vis-à-vis du commerce international, l'article trace l'avenir d'une puissance intégrée dans les jeux de capitaux internationaux et obtenu le droit de s'exprimer dans ce contexte. Pékin doit évoluer passant d'une modestie initiale à une posture d'engagement et à un rôle d'influence plus déterminé.

Concurrence internationale

Le deuxième article revient sur l'annonce, le 9 octobre 2014, du ministère des Finances britannique de la prochaine émission, en yuans, de dette souveraine britannique. Dans cette opération, le rôle de chef de file sera confié à la Bank of China, HSBC et Standard Chartered. Cette émission de dette souveraine non chinoise, dans la devise de la Chine, est unique en son genre, et contribue à accroître considérablement l'influence internationale du yuan. L'article rappelle que le Royaume-Uni œuvre très activement depuis 2012 à l'inclusion et au développement de Londres comme place participant à l'internationalisation du yuan. Cette évolution, note l'auteur, vient en parallèle d'un renforcement des liens entre le Royaume-Uni et la Chine, et confirme le rayonnement mondial de la place de Londres. L'article rappelle également astucieusement les événements et les tendances du contexte dans lequel s'inscrit la décision britannique, en particulier la « lutte des Royaumes combattants » (战国纷争, *Zhanguo fenzheng*) à laquelle se livrent les places financières mondiales. La nécessité d'inclure les transactions en yuans dans un dispositif continu de places de compensation à travers le monde, et la montée en puissance de la zone asiatique malgré une baisse d'influence de la place de Tokyo, sont les principaux arguments avancés par l'auteur pour justifier la montée en puissance chinoise. Sans le nommer, l'article indique qu'il ne peut y avoir « qu'un seul centre financier international dans la zone Asie-Pacifique » (一个最主要的国际金融中心, *yi ge zui zhuyao de guoji jinrong zhongxin*), les autres jouant un rôle de soutien.

« Ainsi, la Chine doit revoir son régime de change, mais avec prudence, selon Shao Yu. »

HK, place forte du yuan offshore

Le troisième article se concentre sur l'évolution passée et future du rôle de la place financière de Hong-Kong dans l'internationalisation du yuan.

Le rappel historique remonte à novembre 2001, date à laquelle la HKMA, l'autorité monétaire hongkongaise, a proposé le projet d'ouverture d'une place offshore pour le yuan à Hong-Kong, et l'obtention d'un accord avec la PBOC (Banque centrale chinoise) en juin 2003. Le 25 février 2004 était alors mentionné comme la date du début de l'expérience pilote conduisant à déposer des yuans à Hong-Kong.

L'article rappelle que ce n'est qu'au milieu de l'année 2009 que les dépôts en yuans à Hong-Kong ont été autorisés, en parallèle d'une harmonisation des pratiques de compensation, et dans un cadre relativement restrictif (le seuil minimum de 300 yuans étant mentionné, même s'il apparaît comme surtout symbolique). Depuis, le volume des transactions a été multiplié par 11, atteignant désormais en termes de transactions quotidiennes près de 700 milliards de yuans et faisant de cette plate-forme la septième au monde en termes de change. Des limites demeurent néanmoins dans l'utilisation du yuan à l'étranger, en particulier le petit nombre (une seule au départ) de places autorisées à traiter le yuan offshore. Elles ont naturellement fini par conduire à la déréglementation d'une partie des flux de capitaux et à la création des conditions concernant les RQFI (*registered qualified institutional investors*, système permettant à des non-résidents d'investir en Chine dans des instruments de dette ou de capitaux). La multiplication des passerelles de type RQFI et les déréglementations futures des marchés boursiers, ainsi que la multiplication des centres de traitement du CNH (Shanghai, Guangzhou, Shenzhen, Zhuhai et Dongguan),

contribueront à accroître la taille et les activités du marché du yuan offshore, et à en limiter les flux « unidirectionnels » (内地单, *neididan*) vers la Chine continentale⁵³.

L'auteur fait enfin un rappel important des quatre « piliers » (支柱, *zhizhu*) qui, grâce à leur existence à Hong-Kong, ont rendu possible ces évolutions : la présence de systèmes informatiques fiables, d'un dispositif institutionnel robuste favorable au marché, de références de marché (HIBOR) stables et le maintien d'une liquidité suffisante par l'intervention des faiseurs de marché. Ces évolutions ont d'ailleurs conduit au raccourcissement des délais de compensation jusqu'à atteindre « T0 » c'est-à-dire le jour même, en partant d'un délai de deux jours (T+2) au début de ce marché. D'une importance encore très limitée (1 % de l'ensemble des transactions en yuans), le marché offshore est ainsi appelé à se développer sur la solidité de ces bases désormais établies. Pour conclure, l'article, plaider pour la prééminence de Hong-Kong dans le marché international du yuan, rappelle l'expérience, datant maintenant de dix ans, et l'importance de la proximité entre Hong-Kong et la Chine continentale, avec l'intégration extrêmement importante de la région autonome spéciale (SAR) de Hong-Kong, puisque près de 60 % des investissements directs sur le continent passeraient par cette place financière.

⁵³ L'utilisation du terme « unidirectionnel » est légèrement différente ici de son utilisation habituelle – le terme désigne généralement le mouvement « unidirectionnel » du taux de change chinois, qui a connu une hausse presque continue jusqu'en début 2014. Ici, l'expression qualifie l'entrée « unidirectionnelle » de capitaux de Hong Kong vers la Chine continentale. Les capitaux entrants sont les capitaux accumulés par les rares banques compensatrices entre CNH et RMB (yuan), qui les rapatrient sur le continent, renforçant ainsi la pression à l'appréciation du yuan.

A travers des rappels factuels et historiques, cette série d'articles donne une image tout à fait « à jour » de l'internationalisation du yuan, et ce malgré l'étalement de leur publication et des sujets sous-tendant cette évolution : le jeu entre les règles établies internationalement et l'apport spécifique de l'influence chinoise, le débat entre places offshore « nouvelles » et étrangères luttant entre elles, et la place dans cette internationalisation d'un instrument qui a été décisif au début du mouvement, mais dont la justification mérite désormais d'être développée et explicitée : le yuan « hongkongais », aujourd'hui concurrencé par la circulation de flux offshore dans d'autres places.



5. La crise politique hongkongaise vue de Taïwan

TANGUY LEPESANT

SOURCES :

- Wu Wan-yun⁵⁴ « Dix-sept ans après la rétrocession, pourquoi Hong-Kong a-t-elle changé ? », *Tianxia zazhi – CommonWealth*, n°557, 1-14 octobre 2014, p. 14.
- Éditorial, « Taïwan ne doit pas devenir le “Hong-Kong d'aujourd'hui” », *Ziyou shibao – Liberty Times*, 3 octobre 2014, p. A2.
- Éditorial, « Taïwan d'aujourd'hui, Hong-Kong de demain », *Lianhebao – United Daily News*, 3 octobre 2014, p. A2.

La société civile et la presse taiwanaises ont suivi les protestations pro-démocratie à Hong-Kong de très près, en se posant une question récurrente, qui se trouvait déjà au cœur des débats lancés au printemps par le « mouvement étudiant des tournesols » organisé pour protester contre la signature d'un accord de libre-échange sur les services entre les deux rives⁵⁵ : le Taïwan de demain

⁵⁴ Wu Wan-yu est rédacteur en chef du magazine *CommonWealth*.

⁵⁵ Voir : Tanguy Lepesant, « Les étudiants dans la rue pour la démocratie taïwanaise », *China Analysis*,

ne risque-t-il pas d'être le Hong-Kong d'aujourd'hui ?

CommonWealth s'interroge d'abord sur les raisons qui ont incité des dizaines de milliers de Hongkongais à descendre dans la rue et à occuper plusieurs centres névralgiques de leur ville⁵⁶. Selon le magazine, ces protestations contrastent fortement avec le sentiment qui était généralement partagé au sein de la population en 1997, au moment de la rétrocession : « dans le contexte favorable de l'ascension de la Chine, les Hongkongais se rendaient compte de leur chance parce que "tous ceux qui touchaient le dragon chinois se mettaient à scintiller" »⁵⁷. Bien que les situations respectives de Taïwan et de Hong-Kong ne soient pas totalement identiques, l'éditorial estime que la société taïwanaise devrait prêter une attention particulière et réfléchir sérieusement aux transformations qui ont eu lieu à Hong-Kong au cours des dix-sept dernières années afin d'en tirer des leçons pour Taïwan.

CommonWealth rappelle que, lorsque la Chine a repris le contrôle de Hong-Kong, elle s'est engagée à ne pas s'immiscer, durant une période de cinquante ans, dans ses affaires économiques, son organisation sociale et son système légal. La région administrative spéciale (RAS) pourrait également continuer à nouer et à développer des relations avec d'autres États ou territoires. Porté par les principes d'un « Hong-Kong administré par les Hongkongais » (港人治港, *gangren zhi gang*) et d'un « haut degré d'autonomie »

n° 49, juin 2014.

⁵⁶ Voir : Jérôme Doyon, « À Hong-Kong, faut-il radicaliser le mouvement pro-démocratie ? », *China Analysis*, n° 51, octobre 2014.

⁵⁷ 適逢中國崛起的運勢，香港人覺得自己是辛運的，因為任何人摸到中國這條龍，都會發，*shifeng zhongguo jueqi de yunshi, xianggangren juede ziji shi xinyun de, yinwei renhe ren modao zhongguo zhe tiao long, dou hui fa.*

(高度自治, *gaodu zizhi*) contenus dans la loi fondamentale (基本法, *jibenfa*)⁵⁸, un nombre croissant d'habitants de l'ancienne colonie britannique s'est mis à espérer la mise en place d'institutions représentatives pleinement démocratiques.

Mais ces aspirations se sont heurtées à la ferme opposition de Pékin qui a souligné qu'il n'appartenait pas aux seuls Hongkongais de décider de l'avenir du territoire car, selon l'article 158 de la loi fondamentale de Hong-Kong, il est nécessaire, pour la gestion des affaires entre le gouvernement central et la RAS, de « se référer à l'avis du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale » (聲請人大常委解譯, *shengqing rendachangwei jieyi*). Pour *CommonWealth*, cette affirmation remet en cause le principe « un pays, deux systèmes » (一國，兩治, *yi guo liang zhi*). Et la situation ne va pas aller en s'arrangeant car Pékin ne peut se permettre d'accorder plus de libertés aux Hongkongais sans risquer de provoquer une explosion de mouvements de revendications démocratiques dans toute la Chine. Selon le magazine, « la perle de l'Asie est ainsi devenue une patate chaude » (東方明珠成了燙手山芋, *dongfang ming zhu hongle tang shou shan yu*). L'expérience hongkongaise témoigne donc de l'inapplicabilité de la formule « un pays, deux systèmes », à laquelle Xi Jinping a pourtant de nouveau fait référence à propos de Taïwan le 26 septembre, lors d'une rencontre avec une vingtaine d'organisations taïwanaises soutenant l'unification⁵⁹. Déjà rejetée par les principaux partis politiques et la société civile taïwanais, elle ne semble pas une

⁵⁸ La loi fondamentale organise le système politique de Hong-Kong depuis son entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1997, et cela pour une durée cinquante ans. Le principe d'autonomie dans les domaines évoqués ci-dessus est notamment garanti par les articles 2, 4, 12 à 17, 19, 22 et 106.

⁵⁹ Lawrence Chung, « "One country, two systems" right formula for Taiwan, Xi Jinping reiterates », *South China Morning Post*, 27 septembre 2014.

option envisageable.

L'éditorial souligne ensuite que la situation économique de Hong-Kong s'est considérablement détériorée en dix-sept ans, le centre financier d'importance mondiale ayant cédé la place à une économie dont l'avenir est de plus en plus dépendant de ses rapports avec la Chine. Au moment de la rétrocession, le PIB de Hong-Kong dépassait celui de Singapour, de Shanghai et de Shenzhen. Hong-Kong est maintenant à la traîne derrière les deux premières et se fera bientôt dépasser par la troisième. De 1997 à 2013, la part de la RAS dans le PIB de la Chine est passée de 15,6 % à 2,9 %. L'ouverture de Hong-Kong au tourisme chinois de masse, la signature de l'accord économique CEPA (Closer Economic Partnership Arrangement)⁶⁰ ou la mise en place d'une connexion boursière avec Shanghai ne sont, selon le magazine, que les manifestations les plus visibles de la dépendance économique croissante de Hong-Kong à l'égard de la

« Les Taïwanais doivent prendre exemple sur les Hongkongais qui refusent haut et fort de se soumettre à Pékin et de “ se laisser enfermer dans la prison de l'autoritarisme ”. »

⁶⁰ Signé le 29 juin 2003 par Hong-Kong et la Chine populaire, cet accord était alors présenté comme un « généreux cadeau » de la part de Pékin. Il comprenait trois volets libéralisant les échanges entre les deux économies : suppression des barrières tarifaires concernant 273 catégories de biens hongkongais exportés vers la Chine populaire, ouverture de 17 secteurs de services chinois aux entreprises de la RAS et facilitation des échanges de personnes, de biens et de capitaux entre les deux territoires. Pour plus de détails sur cet accord et ses retombées, voir Bruno Cabrillac, « Un accord bilatéral entre Hong-Kong et la Chine : le CEPA », *Perspectives chinoises*, n° 83, 2004, et Samson Yuen, « Dans l'ombre de la Chine. Approche comparative des politiques de Pékin à Hong-Kong et Taïwan », *Perspectives chinoises*, 2014/2.

Chine. Or, cette dépendance a des effets néfastes à tous les niveaux : elle entraîne une perte d'autonomie dans tous les secteurs économiques et une croissance déséquilibrée presque exclusivement centrée sur la finance, le tourisme et l'immobilier. Elle instaure également une concurrence pour l'accès aux ressources locales, qu'il s'agisse des biens de consommation ou des services publics, entre la population locale d'une part, et les quatre millions de touristes chinois ainsi que les migrants en provenance du continent d'autre part.

Face à ce constat, *CommonWealth* estime que « Taïwan doit faire des efforts pour renforcer son autonomie et mettre au point une politique économique équilibrée. Mais il s'agit aussi de prendre le temps d'approfondir la démocratie taïwanaise, de réformer le système légal et de cultiver la société civile⁶¹ ».

Sur le plan économique, il est nécessaire de « réparer les risques » (分散風險, *fensan fengxian*) pour ne pas dépendre exclusivement de la Chine continentale. Tourner plus franchement le regard vers l'Asie du Sud-Est où un certain nombre d'entreprises taïwanaises se sont déjà implantées avec succès pourrait être une solution à l'heure du renforcement de la Communauté économique de l'Asean (ECA).

Pour le *Liberty Times*, la « révolution des parapluies » à Hong-Kong et le « mouvement étudiant des tournesols » à Taïwan présentent

⁶¹ 台灣應努力建立自主均衡的經濟政策。並抓緊時間，優化與深化台灣民主，治法改革，厚值公民社會。Taiwan ying nuli jianli zizhu junchong de jingji zhengce. Bing, zhuajin shijian, youhua yu shenhua Taiwan minzhu, zhifa gaige, houzhi gongmin shehui.

un certain nombre de similarités. Dans les deux cas, la jeunesse s'est mobilisée pour la défense ou la promotion de la démocratie, contre l'influence économique et politique grandissante de la Chine dans les affaires locales, contre la manipulation des élections par le Parti communiste chinois (PCC) et pour un renouveau de la justice sociale. Alors que le président chinois Xi Jinping a de nouveau mis en avant la formule « un pays, deux systèmes » comme élément central de sa politique d'unification⁶², nombreux sont ceux qui pensent que « le Hong-Kong d'aujourd'hui est le Taïwan de demain ». En effet, au-delà des différences apparentes – « Taïwan étant un pays indépendant et souverain dont le peuple élit directement son président et ses représentants, [et] qui dispose de sa propre armée⁶³ » – les deux populations font face à une même menace.

Celle-ci réside avant tout dans la très forte dépendance économique vis-à-vis de la Chine, qui absorbe la moitié des exportations hongkongaises, ainsi que 40 % des exportations et une très grande partie des investissements taïwanais. Cette situation sera encore aggravée si les deux accords sur la libéralisation du commerce des services et des biens entre les deux rives entrent en vigueur⁶⁴. Taïwan et Hong-Kong sont également confrontés aux tensions générées sur leurs territoires respectifs par l'afflux de touristes chinois. Enfin, la stratégie chinoise qui

consiste à « utiliser l'économie pour accélérer l'unification » (以經促統, *yi jing cu tong*) se manifeste dans les pressions exercées par les milieux d'affaires taïwanais sur leur gouvernement pour le compte de Pékin. À travers leur voix, le PCC est désormais en mesure d'influencer les élections nationales, comme ce fut le cas lors de la présidentielle de 2012, mais aussi de soutenir des candidats aux élections locales.

Le *Liberty Times* fait aussi remarquer que, confronté à ces menaces, le gouvernement de Ma Ying-jeou reste obnubilé par la Chine qui occupe l'intégralité de son champ de vision, « la sinisation de Taïwan se substituant à son internationalisation » (以中國化取代國際化, *yi zhongguohua qudai guojihua*), rappelle le journal. Bien qu'il soit dans une position qui devrait lui donner une bien plus grande latitude qu'à Leung Chun-ying, le chef de l'exécutif de Taïwan ne serait qu'un pion dans le jeu de Pékin : « Ma Ying-jeou ne pense qu'à entrer dans l'histoire et oublie d'honorer ses promesses de campagne » (追求個人歷史定位的馬英九, 不思積極兌現選舉承諾, *zhuiqiu ge ren lishi dingwei de Ma Yingjiu, bu si jiji duixian xuanju chengnuo*)⁶⁵, ajoute l'éditorial du *Liberty Times*. Dans ce contexte, les Taïwanais doivent prendre exemple sur les Hongkongais qui refusent haut et fort de se soumettre à Pékin et de « se laisser enfermer dans la prison de l'autoritarisme » (被關入專制牢籠, *bei guanru zhuanzhi laolong*).

Le *United Daily News* se montre, quant à lui, à la fois beaucoup plus optimiste sur l'avenir de

⁶² Voir : Camille Liffra, « Visions chinoises sur les réactions hongkongaises au *Livre blanc* », *China Analysis*, n° 51, octobre 2014.

⁶³ 台灣是主權獨立的國家, 人民直選總統, 國會議員等公職人員, 有自己的軍隊, *Taiwan shi zhuquan duli de guojia, renmin zhixuan zongtong, guohui yiyuan deng gongzhi renyuan, you ziji de jundui*.

⁶⁴ Voir : Tanguy Lepesant, « L'ouverture des services aux investissements réciproques : quel impact pour les échanges culturels entre les deux rives ? », *China Analysis*, n° 44, août 2013.

⁶⁵ Outre la promesse de défendre la souveraineté et la dignité de Taïwan face à la Chine populaire et sur la scène internationale, Ma Ying-jeou avait axé sa première campagne (en 2008) sur le slogan « 6-3-3 ». Par là, il s'engageait à apporter une croissance de 6 % en moyenne annuelle, un taux de chômage inférieur à 3 % et un revenu par habitant de 30 000 dollars américains. Renouvelées en 2012, ces promesses sont bien loin d'avoir été tenues.

Taiwan et très critique envers tous ceux qui, à l'instar de la présidente du Parti démocratique progressiste Tsai Ying-wen ou du chef du mouvement des tournesols Lin Fei-fan, dressent un parallèle entre les événements de Hong-Kong et la situation de l'île pour en conclure que « le Hong-Kong d'aujourd'hui est le Taiwan de demain ». D'après le quotidien, une telle comparaison est sans fondement tant sont grandes les différences qui séparent l'ancienne colonie de la « République de Chine indépendante et souveraine » (中華民國主權獨立, *zhonghua minguo zhuquan dili*). À Taiwan, les élections démocratiques sont implantées depuis longtemps et le gouvernement comme l'opposition rejettent la formule « un pays, deux systèmes ». Établir cette comparaison relève donc « d'un pessimisme sans nom » (太莫名地悲觀, *tai moming de beiguan*).

Face à la « révolution des parapluies », le journal pense que Taiwan devrait plutôt suivre l'idée selon laquelle « le Taiwan d'aujourd'hui sera le Hong-Kong de demain ». Cela encouragerait les Hongkongais dans leurs efforts et reflèterait mieux « les liens évidents qui ont toujours existé » (一直存在明顯的連動關係, *yizhi cunzai mingxian de liandong guanxi*) dans le développement de la démocratie à Taiwan et à Hong-Kong, l'île « admirant le système légal » (羨慕香港的法治, *xianmu xianggang de fazhi*) de l'ancienne colonie britannique alors que celle-ci « aspire à devenir une démocratie comme Taiwan » (嚮往台灣的民主, *xiangwang Taiwan de minzhu*). Ces liens sont une nouvelle fois visibles aujourd'hui dans l'esprit, l'organisation et la stratégie des protestations hongkongaises qui portent la marque des mouvements sociaux taiwanais dont celui des tournesols.

L'éditorial estime ainsi que Taiwan ne doit pas avoir peur du futur mais assumer pleinement « le rôle de moteur de la démocratisation du monde chinois » (扮演帶動華人民主的角色, *banyan daidong huaren minzhu de jue*)

qui lui revient. À ce titre, les Taiwanais doivent soutenir les protestations à Hong-Kong. Mais, d'après l'éditorial, l'influence de Taiwan ne s'arrêtera pas là. Si la démocratie devient aussi une réalité à Hong-Kong, elle s'étendra ensuite à la Chine continentale ; cela ne sera plus qu'une question de temps.

bureaucrates en fuite à l'étranger », *Caijing Magazine*, 1^{er} décembre 2014.



6. L' « internationalisation » de la lutte anticorruption en Chine

CAMILLE LIFFRAN

SOURCES :

- Ji Mi'ou⁶⁶, « Les enquêtes anticorruption en Chine constituent des défis pour les pays occidentaux », *Financial Times* (édition chinoise), 18 septembre 2014.
- Wu Mengda, Han Jie⁶⁷, « Quelles sont les implications de la déclaration de Pékin pour la lutte anticorruption ? », *Xinhua*, 8 novembre 2014.
- Zhao Fuduo⁶⁸, « "Fraper les tigres sans oublier les renards" : la lutte anticorruption est sur la voie de l' "internationalisation" », *Caixin wang*, 11 novembre 2014.
- Wang Lina, Li Enshi, Cai Tingyi et Zhang Zhouyi⁶⁹, « La traque internationale des

L'année 2014 est présentée par de nombreux médias chinois et étrangers comme un nouveau jalon de la lutte anticorruption menée avec vigueur en Chine depuis le XVIII^e Congrès du Parti, en 2012⁷⁰. Un autre mot d'ordre est venu s'ajouter à la politique de tolérance zéro appliquée contre les fonctionnaires corrompus. La traque de ces bureaucrates est désormais appelée à se déployer au-delà des frontières chinoises. La création, en mars 2014, d'un bureau de coopération internationale (国际合作局, *guoji hezuo ju*) au sein de la puissante Commission centrale d'inspection disciplinaire (CCID) est, à ce titre, significative. Mais, ce n'est qu'à partir du lancement, le 22 juillet dernier, de l'opération Chasse aux renards 2014 (猎狐 2014, *liehu*) par le ministère de la Sécurité publique (MSP) que la traque transfrontalière des fugitifs a permis d'accélérer les arrestations de fonctionnaires corrompus en fuite à l'étranger⁷¹.

⁷⁰ Sur la lutte anticorruption, voir Jérôme Doyon, « Un nouvel élan pour la lutte anticorruption », *China Analysis*, n° 41, février 2013, et Camille Lifffran, « L'intensification de la lutte anticorruption, bilan et nouvelles orientations un an après le XVIII^e Congrès », *China Analysis*, n° 48, avril 2014.

⁷¹ Selon les statistiques officielles, fournies notamment par Liu Jinguo, vice-secrétaire de la CCDI et numéro deux du MSP, l'opération Chasse aux renards a permis, en quatre mois, l'arrestation de 288 suspects de crimes économiques réfugiés dans 56 pays différents, dont 21 en fuite depuis plus de dix ans. 149 d'entre eux se sont rendus aux autorités chinoises. Les sommes concernées pour ce qui est de 88 suspects étaient supérieures à dix millions de yuans par suspect. Parmi les 288 suspects, 48 seraient des fonctionnaires d'État, dont 18 issus d'organes du Parti et 14 d'entreprises d'État ; 15 travaillent pour des institutions financières et bancaires. Le suspect ayant le rang politique le plus élevé est Gao Yan, ancien secrétaire du Parti de la province du Yunnan. Voir : « Liu Jinguo : la loi ne s'arrête pas aux frontières du pays », *Caixin*, 17 novembre 2014.

Près de trois mois après le lancement de l'opération, les autorités chinoises ont de nouveau réaffirmé leur détermination à élargir la lutte anticorruption au-delà des frontières chinoises. À l'occasion de la création, le 10 octobre 2014, d'un nouvel organe chargé de coordonner la lutte anticorruption transnationale⁷², Huang Shuxian, ministre de la Supervision, a ainsi déclaré : « peu importe où se réfugient les cadres corrompus et pendant combien de temps, nous irons les débusquer un à un jusqu'au dernier et nous les traduirons en justice »⁷³. La signature de la déclaration de Pékin sur la lutte anticorruption, le 8 novembre 2014, lors du sommet de l'APEC⁷⁴, est venue confirmer l'« internationalisation » (国际化, *guoji hua*) de la lutte anticorruption. Xi Jinping a déclaré à cette occasion qu'il fallait éviter que les pays occidentaux deviennent un « paradis pour criminels en fuite » (避罪天堂, *bizui tiantang*), annonçant un renforcement de la coopération entre la Chine et les pays étrangers et tout particulièrement avec les trois principaux pays de destination des cadres hors-la-loi : les États-Unis, le Canada et l'Australie.

⁷² Le service de recherche internationale des suspects de corruption et de leurs capitaux illicites (国际追逃追赃工作办公室, *guoji zhuitao zhuizang gongzuo bangongshi*), dépendant du Groupe national de coordination de la lutte anticorruption (中央反腐败协调小组, *zhongyang fan fubai xiediao xiao zu*).

⁷³ 不管腐败分子跑到哪里, 跑出去多久, 我们都要一追到底, 将其绳之以法, *bu guan fubai fenzi paodao nali, pao chuqu duo jiu, women dou yao yi zhui dao di, jiang qi sheng zhi yifa*. Voir l'interview de Huang Shuxian : « Le Groupe national de coordination de la lutte anticorruption établit pour la première fois un service de recherche internationale des suspects de corruption et de leurs capitaux illicites », *Beijing qingnian bao - Beijing Youth Daily*, 11 octobre 2014.

⁷⁴ L'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) est un forum économique réunissant chaque année, depuis 1989, les décideurs économiques de la région Asie-Pacifique. Le dernier sommet de l'APEC s'est tenu les 10 et 11 novembre 2014 à Pékin.

Cette nouvelle orientation de l'offensive contre la corruption en Chine suppose de renforcer les structures et les mécanismes de la coopération internationale. Elle implique également de consolider les dispositifs institutionnels internes dévolus à la lutte anticorruption. La presse chinoise s'est largement fait l'écho des reconfigurations en cours, en les saluant presque unanimement. Toutefois, de nombreux observateurs mettent en garde contre les différents obstacles menaçant leur mise en œuvre.

Un nouveau tournant dans la lutte anticorruption

Huang Shuxian tout comme Zhao Fuduo et Wang Yukai présentent la nouvelle impulsion donnée à la lutte transnationale contre la corruption comme un tournant inédit. Si le phénomène des cadres en fuite à l'étranger est loin d'être nouveau, cette impulsion permettrait, selon Zhao Fuduo, de mettre un terme à la relative impunité qui prévalait dans le passé. Wang Yukai, cité par l'article de *Xinhua*, ajoute que Hong-Kong, la Malaisie ou encore Singapour, lieux de transit pour les cadres corrompus avant leur installation dans un pays occidental, ne seront désormais plus un « tremplin » (跳板, *tiaoban*) mais « une falaise » (断崖, *duanya*) précipitant la chute des fugitifs.

Pour Huang Shuxian, la politique de « tolérance zéro » (零容忍, *lingrongren*) menée par les autorités permettra non seulement de limiter l'expansion de la corruption mais également d'améliorer le système administratif chinois et de favoriser la « modernisation des capacités de gouvernance » (治理能力现代化, *zhili nengli xiandai hua*). La traque des élites corrompues à l'étranger nécessite en effet de mettre en œuvre une « coopération complète » (整体合力, *zhenti heli*), à la fois entre les différentes institutions de l'État chinois et avec les pays étrangers. L'objectif de ce travail est notamment la constitution d'une base de

données sur les personnes recherchées à l'étranger pour des faits de corruption.

Cette coopération institutionnelle est également nécessaire pour prévenir la fuite à l'étranger des suspects de corruption. Wu Mengda et Han Jie insistent entre autres sur la nécessité d'améliorer le partage des informations et de renforcer les mécanismes de surveillance afin de pouvoir arrêter à temps un suspect avant son émigration. Il s'agit notamment de dissuader les « fonctionnaires nus » (裸官, *luo guan*)⁷⁵ d'aller rejoindre leur famille au préalable installée à l'étranger – et cela en réunissant le plus tôt possible en amont les preuves de leur corruption, par exemple en confrontant les informations recueillies par les institutions de contrôle fiscal en Chine à celles collectées lors des enquêtes menées à l'étranger sur le train de vie des familles.

« Chang Lei estime que les entraves liées à la traque, hors des frontières chinoises, des bureaucrates corrompus sont en partie héritées de l'ancien dispositif anticorruption. »

La délicate question de l'extradition

L'une des principales difficultés de la coopération internationale porte sur l'extradition en Chine des suspects. Si la Chine a signé de nombreux accords d'entraide judiciaire ainsi

⁷⁵ Le terme « fonctionnaires nus » désigne les fonctionnaires corrompus restés en Chine en attendant de rejoindre leur famille à l'étranger où ils ont également transféré leurs biens. Ji Mi'ou évoque à cet égard l'affaire complexe impliquant Cao Jianliao, le puissant maire de Canton, sous le coup d'une procédure de *shuanggui* depuis décembre 2013 pour avoir accepté 43 millions de yuans de pots-de-vin d'un puissant promoteur néo-zélandais d'origine chinoise installé à Canton. Toute la famille de Cao Jianliao ainsi que ses nombreuses amantes présumées auraient déménagé en Nouvelle-Zélande.

que des traités d'extradition avec 38 pays⁷⁶, Ji Mi'ou rappelle qu'à ce jour, elle n'a encore signé aucun traité d'extradition avec les principaux pays occidentaux concernés, et notamment avec les États-Unis. C'est d'ailleurs pour cette raison, affirme Zhao Fuduo, que ces pays sont devenus le « refuge privilégié des 'shuoshu' »⁷⁷ (硕鼠们的庇护所, *shuoshu men de bihusuo*). Les autres procédures existantes pour rapatrier un suspect, comme

les arrêtés d'expulsion pris par les autorités du pays d'émigration ou les « ordres officiels à se rendre » (劝返, *quanfan*), ne sont pas, en effet, jugées assez efficaces. Par exemple, les arrêtés d'expulsion exécutés en vertu des lois sur l'immigration d'un pays étranger ne concernent pas les suspects entrés légalement sur le territoire étranger.

D'après Cheng Lei, les grandes différences entre les procédures policières et

judiciaires des pays en développement et celle des pays développés expliqueraient en partie les délais très longs des procédures d'extradition, atteignant parfois jusqu'à

⁷⁶ Depuis 2008, la Chine aurait déjà fait extraditer 730 suspects de « grave crimes économiques » (重大经济犯罪, *zhongda jingji fazui*). En termes d'accords de coopération internationale, la Chine a signé en 2004 (et ratifié en 2006) la Convention des Nations unies contre la corruption ainsi que la Convention des Nations unies contre la criminalité organisée transnationale (ou Convention de Palerme), ratifiée en 2003. Elle a également signé des accords judiciaires avec 51 pays, des pactes de coopération avec 93 pays et 189 accords de coopération policière (chiffres fournis par Huang Shuxian dans son interview).

⁷⁷ *Shuoshu* (硕鼠) désigne littéralement une espèce de rongeur. L'expression se réfère ici aux individus corrompus qui agissent dans l'ombre.

plusieurs années, ainsi que les diverses difficultés techniques auxquelles elles se heurtent. Celles-ci concernent, par exemple, la traduction des éléments d'enquête ou l'envoi d'enquêteurs et d'escortes policières sur le terrain. Certains témoins anonymes interrogés par *Caijing Magazine* suggèrent que la Chine est en partie responsable de ces difficultés : elle « manque quelque peu de compétences » (不太熟练, *bu tai shulian*) et de « réactivité » (发应力, *fanyingli*) en matière d'application des procédures.

Le recouvrement des actifs illégaux à l'étranger, « maillon faible » du dispositif

Mais, selon les journalistes de *Caixin*, le domaine où la Chine pâtit le plus de son manque d'expérience est le recouvrement des actifs illicites à l'étranger. Les sommes en jeu seraient immenses. Selon les statistiques de *Global Financial Integrity*⁷⁸ mentionnées par Ji Mi'ou, les fuites de capitaux illicites représentaient 2 830 milliards de dollars entre 2005 et 2011⁷⁹. Malgré les efforts fournis⁸⁰, les lacunes institutionnelles sont

encore nombreuses dans le domaine. La lutte contre le blanchiment d'argent, en particulier, est présentée comme « l'un des maillons faibles » (薄弱环节, *boruo huanjie*) du dispositif. D'après Huang Feng, il est impératif d'établir un système de partage des informations entre les différentes institutions et de favoriser la « professionnalisation » (专业化, *zhuanye hua*) des mécanismes anti-blanchiment, notamment en transférant certaines compétences des « structures financières traditionnelles » (传统金融机构, *chuantong jinrong jigou*) à des organismes professionnels comme des cabinets de comptables, d'avocats ou d'expertises diverses. La plupart des auteurs évoquent en outre la nécessité de combler les carences du cadre réglementaire et législatif concernant la récupération des actifs perdus, et notamment de trouver une solution aux « contradictions » (矛盾, *maodun*) du système de procédure pénale, encore marqué, selon Cheng Lei, par les rigidités du modèle soviétique. Les moyens d'enquête restent notamment limités, avant d'ouvrir une instruction, par la nécessité de réunir assez d'éléments pour constater une infraction légale. Or, nous dit Cheng Lei, c'est bien l'ouverture d'une instruction qui permet d'approfondir l'enquête et de réunir des éléments suffisants. Ces contradictions sont également aggravées par les imprécisions de la législation sur la « criminalité économique » (经济犯罪, *jingji fazui*). Celle-ci, catégorie à part dans le droit pénal chinois, se référant à un ensemble d'infractions définies aux articles 170 à 200 du Code pénal, a fait l'objet d'une définition lente et progressive, surtout à partir de la deuxième moitié des années 1990. Mais de nombreux débats subsistent quant

⁷⁸ *Global Financial Integrity* est une ONG établie à Washington et spécialisée dans la coopération internationale en matière de lutte contre les mouvements transfrontaliers de capitaux illicites.

⁷⁹ Cette estimation a, ensuite, été contestée par l'ONG qui a expliqué en septembre 2014 qu'elle reposait sur une méthodologie ne prenant pas en compte certains paramètres comme les données de réexportation fournies par les douanes hongkongaises. *Global Financial Integrity* a donc proposé une nouvelle estimation qui serait plus fidèle à la réalité : les fuites de capitaux illicites s'élevaient à 1 080 milliards de dollars entre 2002 et 2011.

⁸⁰ L'article de *Caixin* du 1^{er} décembre 2012 fait notamment référence aux « procédures spécifiques de confiscation » (特别没收程序, *tebie moshou chengxu*) mentionnées dans la révision de la loi de procédure pénale de 2013. La mesure, qui s'applique notamment au crime de corruption, consiste à confisquer automatiquement les actifs illicites dans le cas où le suspect est en fuite depuis plus d'une année

ou est décédé. Elle a été appliquée pour la première fois dans le cadre de l'affaire Li Huabo le 29 août 2014. Li Huabo, directeur du service économique et de la construction du bureau des finances de Poyang, dans la province du Jiangxi, s'est enfui en 2011 au Canada après avoir détourné près de 14 millions de dollars.

à l'interprétation de certaines notions légales.

« Un immense défi » pour les pays occidentaux

Ji Mi'ou affirme que la coopération avec la Chine représente un « immense défi » (巨大的挑战, *juda de tiaozhan*) pour les puissances occidentales. D'une part, celles-ci sont soucieuses de coopérer avec la Chine dans un contexte où, rappelle l'auteur, son influence économique et politique est grandissante. D'autre part, elles s'inquiètent du caractère autoritaire du régime politique chinois et de l'absence de garanties judiciaires. Ji Mi'ou cite plusieurs sources étrangères et notamment un diplomate néo-zélandais s'exprimant dans le cadre de l'enquête sur Cao Jianliao : « N'importe quel gouvernement démocratiquement élu qui doit coopérer avec le système autoritaire chinois est nécessairement confronté à de sérieuses difficultés »⁸¹.

Chang Lei estime que les entraves liées à la traque, hors des frontières chinoises, des bureaucrates corrompus sont en partie héritées de l'ancien dispositif anticorruption. Avec Ji Mi'ou, il soulève le problème des procédures d'enquête chinoises et tout particulièrement celle du *shuanggui* menée en interne par la CCID contre les membres du Parti⁸². Aux yeux des deux auteurs, ces procédures témoignent du manque d'indépendance de la justice chinoise, subordonnée aux décisions de la CCDI. Chang Lei adresse à mots couverts sa

⁸¹ 我们这些国家不希望被视为腐败官员携非法所得潜逃的避难所,但任何民选政府都面临可以在多大程度上与中国威权体系合作的严峻问题, *women zhe xie guojia bu xiwang bei jianshi wei fubai guangyuan xie feifa suode qiantao de binansuo, dan renhe minxuan zhengfu dou mianlin keyi zai duoda chengdu shang yu zhongguo weiquan tixi hezuo de yanjun wenti*.

⁸² Voir : Marc Julienne, « La police interne du Parti : dans l'ombre du *shuanggui* », *China Analysis*, n° 46, décembre 2013.

critique en expliquant que la CCDI transmet les dossiers aux organes judiciaires mais sans leur laisser une grande marge de manœuvre. Ji Mi'ou va, quant à lui, plus loin en affirmant que les enquêtes internes relèvent surtout d'un « mécanisme politique » (政治动机, *zhengzhi dongji*).

Outre la subordination de la justice aux directives du Parti, le recours, dans les enquêtes internes, à des procédés contraires aux droits de l'homme comme « l'extorsion d'aveu par la torture » (控刑讯, *kong xingxun*) ou le traitement « inhumain » (不人道, *bu rendao*) réservé aux suspects, est présenté par Ji Mi'ou comme un autre obstacle important. La peine de mort, appliquée en Chine pour les crimes économiques, peut également constituer un frein dans les processus de négociation avec certains pays occidentaux⁸³. L'affaire Lai Changxin, évoquée par de nombreux auteurs dont Zhao Fuduo, fait, à ce titre, figure de cas d'école⁸⁴.

⁸³ Le champ d'application de cette peine est cependant en voie de réduction. En 2011, la liste des crimes économiques passibles de la peine de mort a été largement raccourcie : treize infractions ont été officiellement supprimées de la liste concernée à l'occasion du vote du huitième projet d'amendement du Code pénal en février 2011.

⁸⁴ Lai Changxin avait fui la Chine pour le Canada en 1999 après avoir été accusé d'être à la tête d'un réseau de contrebande et de corruption. Les faits reprochés l'exposant à la peine capitale et le Canada interdisant le renvoi de suspects vers des pays où ils pourraient être condamnés à la peine de mort, l'affaire a donné lieu à une bataille judiciaire de près de douze ans. Le Canada, qui avait refusé d'accorder le statut de réfugié à Lai Changxin, a finalement décidé de l'extrader en 2011, la Chine s'étant engagée à ne pas le condamner à mort. Lai a été condamné à une peine de prison à perpétuité en mai 2012. Précisons ici qu'un traité d'extradition n'est pas forcément nécessaire pour faire appliquer un ordre d'extradition ; les procédures sont simplement plus longues et complexes.

Il est encore trop tôt pour évaluer les répercussions à long terme du processus d'« internationalisation » de la lutte anticorruption en Chine. Si quelques auteurs, assez minoritaires, se saisissent de la question pour émettre des critiques à l'égard du système judiciaire chinois, la plupart des observateurs sont convaincus du bien-fondé de la traque à l'étranger des bureaucrates corrompus et de l'utilité des moyens mis en œuvre. Cette traque s'inscrit d'ailleurs plus largement dans le cadre du renforcement de l'« État de droit » (依法治国, *yifa zhiguo*)⁸⁵ promu par Xi Jinping lors du IV^e Plénum d'octobre 2014. Les nouvelles orientations semblent en outre confirmer la volonté des responsables chinois d'inscrire la lutte anticorruption dans la durée et de la placer au cœur du fonctionnement institutionnel de l'État chinois, mais aussi désormais de la stratégie chinoise de coopération internationale.



7. Les nouvelles réglementations de l'internet en Chine

HUGO WINCKLER

SOURCES :

- Hu Yong⁸⁶, « À propos des dix dispositions WeChat », *Aisixiang*, le 7 août 2014.
- Li He⁸⁷, « Promouvoir le “ ciel bleu d'Internet ” à travers la régulation par le droit », *Renmin ribao*, 28 octobre 2014.
- Xu Ai⁸⁸, « La Cour suprême publie une nouvelle réglementation sur les médias sociaux »⁸⁹, *Xinhua wang*, 9 octobre 2014.
- State Internet Information Office (SIIO)⁹⁰, « Conférence de presse du SIIO - 29 entreprises signent la “ lettre

⁸⁶ Professeur à l'École de journalisme et de communication de Pékin.

⁸⁷ Journaliste au *Renmin ribao*.

⁸⁸ Journaliste à *Xinhua*. L'article reprend les propos de Sun Jungong, vice-président du centre de recherche sur les affaires pénales de la Cour suprême chinoise.

⁸⁹ Les médias sociaux (自媒体, *zimeiti*), littéralement « médias personnels », désignent tous les supports internet pouvant servir de plateformes d'expression individuelle et de diffusion.

⁹⁰ Agence publique, créée en mai 2011, en charge de la régulation de l'internet en Chine.

⁸⁵ L'expression signifie littéralement « gouvernance conforme au droit » ; elle est à distinguer de 依法治国, *yifa zhiguo*, soit « gouvernance par la loi ».

d'engagement sur les messages postés sur Internet » », *Xinhua wang*, 11 novembre 2014.

La régulation de l'internet en Chine s'opère à travers une série d'arbitrages entre les impératifs de développement de l'économie numérique et la volonté de préserver la stabilité politique. La création d'un *leading small group* sur la sécurité de l'internet et l'informatisation » (中央网络安全和信息化领导小组, *zhongying wangluo anquan he xinxihua lingdao xiaozu*) par Xi Jinping en février 2014 a donné une nouvelle impulsion pour compléter le corpus réglementaire régissant la sphère numérique. Les nouvelles dispositions normatives sur le contenu d'Internet ainsi que sur les obligations des internautes et des sites d'information sont particulièrement difficiles à appréhender. La régulation de l'internet fait rarement l'objet de lois structurées ; elle résulte surtout de multiples décisions émises par le Comité permanent de l'Assemblée populaire ou la Cour suprême. Le SIO est maintenant devenu, sous l'impulsion de Xi Jinping, le principal organe de supervision de l'internet. Il a publié, le 7 août 2014, un *Règlement provisoire pour le développement et la gestion des outils de messagerie instantanée et des services d'information publique* (即时通信工具公众信息服务发展管理暂行规定, *jishi tongxin gongju gongzhong xinyi fuwu fazhan guanli zhanxing guiding*)⁹¹. Cette réglementation a pour principal objectif d'encadrer plus précisément les outils comme WeChat, qui échappaient en partie à la censure, contrairement aux réseaux sociaux particulièrement surveillés comme Weibo. En outre, le SIO a rédigé un engagement de principe relatif à l'autodiscipline des acteurs de l'internet chinois⁹², signé par 29 entreprises

Le texte est souvent désigné par l'expression « Les Dix dispositions WeChat ». (微信十条, *weixin shitiao*).

⁹² Engagement de principe sur « l'autodiscipline relative aux posts et commentaires sur internet » (跟

du secteur numérique. Ces deux mesures illustrent la direction prise par la Chine lors du IV^e Plénum du XVIII^e Congrès du Parti tenu en octobre 2014.

Le IV^e Plénum et les règles Internet

Le IV^e Plénum, consacré « aux progrès d'une gouvernance conforme au droit » (推进依法治国, *tuijin yifa zhiguo*)⁹³, a aussi été l'occasion, pour le Parti, de prendre position sur la supervision et la réglementation de l'internet.

Li He note un changement profond dans le discours du pouvoir. Celui-ci fait désormais référence, non plus à un « système législatif » (法律体系, *falü tixi*), mais à un « système de régulation par le droit » (法治体系, *fazhi tixi*). Selon Ren Xianliang, vice-président du SIO, l'ancien concept consistait à « s'asseoir et à pérorer » (坐而论道, *zuo er lundao*), alors que le nouveau consiste à « agir et avancer » (做而行之, *zuo er xingzhi*). Li He va dans le même sens en affirmant que l'esprit du IV^e Plénum est résolument tourné vers l'action, l'objectif étant de faire régner le droit au sein du cyberspace. Toutefois, on peut s'interroger sur les implications de cette politique. La rhétorique officielle employée par Li He sur la volonté des autorités d'« établir un cyberspace, sain, ordonné, et harmonieux » (建设健康、有序、和谐的网络空间, *jianshe jiankang, youxu, hexie de wangluo kongjian*) ne laisse pas beaucoup de place au doute quant à l'objectif du pouvoir de renforcer les contrôles sur le Web chinois.

Les « dispositions WeChat »

帖评论自律管理承诺书, *gentie pinglun zilü guanli chengnuo shu*).

⁹³ Le terme 依法治国, *yifazhiguo*, parfois traduit par « État de droit », doit être distingué de l'expression 以法治国, *yifazhiguo*, qui pourrait être traduite par « gouvernement par la loi » et qui fait surtout référence au développement du système législatif.

Comme le rappelle Hu Yong, la diffusion d'informations au public n'est pas libre en Chine. En effet, le droit de publier des articles d'information et de commenter publiquement l'actualité est réservé aux organes de presse ayant été habilités. Les autres médias, sans la qualité d'organe de presse, doivent se contenter de reprendre le contenu de ces articles sans pouvoir ajouter du contenu propre. Le développement rapide des nouveaux médias a donc contraint le gouvernement chinois à élargir sa réglementation pour englober les « médias sociaux » (自媒体, *zimeiti*). Comme le souligne l'auteur, la volonté politique qui sous-tend cette régulation vise à contrôler ces médias, qui peuvent saisir sur le vif un événement et l'ébruiter sur la sphère publique⁹⁴. Hu Yong revient sur les points clefs de ces nouvelles réglementations.

La « qualité d'organe de presse »

Hu Yong fait remarquer que le nouveau texte réglementaire reprend les éléments utilisés par les autorités chinoises dans leur régulation des médias : seuls les comptes détenus par des entités ayant la « qualité d'organe de presse » (新闻单位资质, *xinwen danwei zizhi*) peuvent publier des commentaires sur « les événements en cours » (时政类新闻, *shizheng lei xinwen*). L'auteur note que la nécessité d'obtenir au préalable un « permis » (许可证, *xukezheng*) pour s'exprimer sur WeChat à propos de l'actualité suppose la mise en place d'un processus de « vérification » (审核, *shenke*), et donc un contrôle du gouvernement sur toutes les personnes qui s'expriment. Or, ce fonctionnement risque de freiner la croissance de l'économie numérique, un secteur en pleine expansion en Chine. L'auteur met également en avant le caractère confus de la régulation qui ne précise pas les

⁹⁴ Sur ce phénomène, voir Hugo Winckler, « Le pouvoir judiciaire chinois et l'espace public événementiel », *Droit et Société*, n° 86, 2014/1, p. 175-197.

modalités des procédures et les conditions d'obtention du permis. Selon l'auteur, cette absence de clarté n'est pas anodine dans la mesure où elle permettrait à l'administration de détenir un pouvoir d'agir flou et potentiellement discrétionnaire sur l'internet.

L'un des corrélats de cette nouvelle réglementation est par ailleurs l'interdiction de s'enregistrer sur un média social ou un site en utilisant un pseudonyme. Toute personne qui publie ou commente du contenu sur Internet devra révéler sa véritable identité⁹⁵.

Le contenu

Hu Yong indique que les règles relatives au contenu des informations qui peuvent être librement publiées ou non sur Internet ont été définies dans une réglementation datant de 2005⁹⁶. Les contenus interdits ou faisant l'objet de restrictions pour les personnes ou entités n'ayant pas obtenu la qualité d'organe de presse couvrent de nombreux domaines et, de manière générale, tout ce qui est lié à des événements d'actualité⁹⁷.

⁹⁵ Le système de contrainte pour assurer la mise en œuvre effective de cette mesure n'est pas encore clair. En effet, un processus d'authentification systématique de tous les comptes WeChat entraînerait des coûts importants.

⁹⁶ La réglementation publiée le 25 septembre 2005 est intitulée « Provisions sur l'administration des actualités sur l'internet et des services d'information » (互联网新闻信息服务管理规定, *hulianwang xinwen xinxi fuwu guanli guiding*).

⁹⁷ L'article 2 de la réglementation précise que « les événements d'actualité comprennent les reportages et les commentaires liés à la politique, à l'économie, aux affaires militaires et diplomatiques, aux autres affaires sociales publiques ainsi que les commentaires sur les événements sociaux soudains » (时政类新闻信息, 包括有关政治、经济、军事、外交等社会公共事务的报道、评论, 以及有关社会突发事件的报道、评论, *shizheng lei xinwen xinxi, baokuo you guan zhengfu, jingji, junshi, waijiao deng shehui gonggong shiwu de baodao, pinglun, yiji you guan*

Ainsi, par exemple, Hu Yong note qu'un blog sur la finance pourrait être accusé de « diffuser des rumeurs pernicieuses » (恶意传播谣言行为, *eyi chuanbo yaoyan xingwei*). Le présent article ainsi que tout commentaire faisant référence à un fait divers récent ou à une information d'actualité, concernant entre autres la politique et l'économie, tomberait dans le champ d'application de la loi chinoise s'il était publié en Chine. La notion est donc très largement définie.

Un processus réglementaire et non législatif

Hu Yong explique que la réglementation est purement administrative et ne résulte pas d'un processus législatif. En outre, elle a été élaborée sans transparence. Le professeur met en avant les limites de cette approche administrative qui ne permet pas, selon lui, d'établir un cadre normatif cohérent et clair. En effet, les différents médias, l'internet et les médias traditionnels, étant régis par des administrations différentes, obéissent à des réglementations distinctes⁹⁸. Ainsi, en fonction de la source de sa publication, un même contenu pourra relever de plusieurs administrations de contrôle. La difficulté, comme le note l'auteur, est renforcée par la création permanente de nouveaux médias qui n'entrent pas clairement dans les catégories classiques, et dont le cadre juridique est totalement incertain.

L'engagement de principe : les sept lignes de bases

shehui tufa shijian de baodao, pinglun).

⁹⁸ Par exemple, un même article publié dans la presse papier et sur Internet relèvera, dans le premier cas, des réglementations et du contrôle de l'administration d'État en charge de la presse, de la publication, de la radio et des films et, dans le second cas, du SIO. En outre, sa publication sur Weibo et sur un portail d'information relèvera de deux réglementations différentes (le règlement de 2005 ou les articles Weibo).

La lettre d'engagement de principe publiée par le SIO reprend les différents éléments limitant la liberté d'expression sur Internet.

Les sociétés publiant ou gérant des commentaires sur l'internet doivent respecter « les sept lignes de base » (七条底线, *qi tiao dixian*) formulées lors de la réunion du SIO du 20 août 2013 : la loi, le socialisme, les intérêts légitimes des citoyens, l'ordre public, la moralité, la véracité de l'information, les intérêts de l'État et « les neufs interdits » (九不准, *jiu bu zhun*)⁹⁹ qui sont les neufs sujets prohibés de manière générale dans les médias. Il leur incombera donc de traquer, en conformité avec la loi et sous le contrôle du SIO, les violations à ces principes. L'objectif est « de bien administrer les sites Internet en application du droit afin de bien raconter les histoires en Chine »¹⁰⁰ (依法办好网站, 讲好中国故事, *Yifa ban hao wangzhan, jiang hao zhonghuo gushi*).

Le communiqué énumère les 29 sociétés ayant signé l'engagement de principe relatif à l'autocensure¹⁰¹. Ces entreprises sont des portails d'information sur Internet liés à des organes de presse ayant obtenu l'autorisation officielle de diffuser des informations sur des éléments d'actualité.

⁹⁹ (1) Tenir des propos contraires à la Constitution, (2) Divulguer des secrets d'État, (3) Porter atteinte à l'honneur et à la réputation de l'État, (4) Inciter à la discrimination raciale, (5) Porter atteinte à la politique religieuse, (6) Diffuser des rumeurs, (7) Diffuser des informations obscènes, (8) Insulter des personnes, (9) Traiter de tout autre sujet contraire aux lois et réglementations.

¹⁰⁰ L'expression vient du titre d'une conférence de presse tenue par le SIO à l'occasion de la publication de la lettre d'engagement.

¹⁰¹ La liste est disponible à l'adresse : http://news.xinhuanet.com/newmedia/2014-11/06/c_1113150124.htm. Elle comprend des portails d'information majeurs comme Baidu, Sina, Sohu, mais aussi *Caixin*, organe de presse réputé plus indépendant.

Action en diffamation et « chasse à l'homme »

La Cour suprême a également publié en juin 2014 des « règles concernant le règlement de litiges civils causés par des atteintes au droit par la diffusion d'informations sur Internet » (最高人民法院关于审理利用信息网络侵害人身权益民事纠纷案件适用法律若干问题的规定, *zuigao renmin fayuan guanyu shenli liyong xinxi wangluo qin hai renshen quanyi mingshi ju fen anjian shiyong falu ruogan wenti de guiding*), en vigueur depuis octobre 2014.

Ces règles ont pour but premier de donner des moyens d'agir contre la propagation de rumeurs sur Internet, et notamment celles concernant les personnes faisant l'objet d'une chasse à l'homme¹⁰². Il s'agit, comme le rappelle l'article de Xu Ai, de pouvoir agir contre un internaute en raison de ses *posts*, mais aussi et simplement du fait qu'il aurait « reposté » (转发, *zhuānfā*) un contenu publié initialement par une autre personne. Une telle règle est particulièrement sévère dans la mesure où toute personne ayant reposté d'une quelconque façon une fausse nouvelle engagera sa responsabilité civile. Les sanctions ne s'appliquent donc plus seulement à la personne à l'origine de la désinformation mais également aux individus qui relayent celle-ci.

La seule limite de cette disposition, selon l'article, porte sur les erreurs de manipulation relatives à la republication de *posts*, ces erreurs étant difficiles à prouver. Les mesures, comme le note le Xu Ai, devraient être

¹⁰² Certaines de ces chasses à l'homme concernent des membres du Parti accusés de corruption. À ce propos, voir : François Quirier, « Le débat autour des "recherches de chair humaine" », *China Analysis*, n° 49, juin 2014.

particulièrement restrictives pour les Big V¹⁰³, qui ne pourront que très difficilement invoquer l'erreur. Leur notoriété leur impose en effet d'être extrêmement précautionneux.

En outre, Xu Ai note que la nouvelle réglementation prévoit une responsabilité accrue des fournisseurs de service sur Internet s'ils ne contrôlent pas strictement les informations postées sur leurs serveurs par des internautes.

Conclusion

Le SIO, relativement récent dans le paysage institutionnel chinois¹⁰⁴, est sur le point d'occuper une place centrale dans le cadre de la réglementation de l'internet.

Pour le moment, les « dispositions WeChat » sont provisoires et la réglementation définitive devrait bientôt être présentée au public. Les différents articles démontrent assez clairement que, derrière la volonté d'instaurer un internet plus ordonné, il y a une forte volonté politique de limiter le potentiel d'Internet comme moyen de véhiculer de l'information en dehors du contrôle de l'État-Parti. Les nouveaux éléments normatifs devraient sensiblement limiter la liberté de parole sur l'internet en Chine, mais devraient aussi constituer une contrainte pour les nombreuses stratégies marketings des sociétés internet chinoises ou étrangères opérant en Chine.

¹⁰³ Les « Big V » sont des bloggeurs très influents intervenant sur Weibo, dont les articles sont en général lus par des millions d'internautes. Leur identité a été vérifiée par Weibo (d'où le V pour « verified »), et leur compte est homologué par les autorités chinoises. Voir François Quirier, « le débat autour des "recherches de chair humaine" », *op. cit.*

¹⁰⁴ Pour un aperçu sur ce cadre institutionnel, voir : Florence Rountree, « Gestion de l'information et régulation d'Internet en Chine », *China Analysis*, n° 49, juin 2014.



8. Ventes en ligne : les entreprises chinoises ont-elles réussi leur passage à l'internet ?

FRANÇOIS QUIRIER

SOURCES :

- Huangbi Mei, Zhang Wenting¹⁰⁵, « Les vendeurs en ligne blanchissent les murs des campagnes : la stratégie océan bleu¹⁰⁶ des achats en ligne (Focus économique) », *Renmin wang*, 15 juillet 2014.

- Shen Yuzhe¹⁰⁷, « Les entreprises traditionnelles et l'adoption d'Internet : malentendus et marche à suivre, interview de Yu Yang¹⁰⁸, président d'Analysis

¹⁰⁵ Journalistes au *Renmin ribao*.

¹⁰⁶ Théorie économique selon laquelle la forte croissance d'une entreprise peut se faire en créant une nouvelle demande dans un espace stratégique encore peu concurrentiel. Cela s'applique ici au développement de la vente en ligne dans les campagnes chinoises.

¹⁰⁷ Journaliste à *Caijing*.

¹⁰⁸ Yu Yang est président d'Analysis International Group (易观国际集团, *Yiguan guoji jituan*), un cabinet de conseil pour les entreprises souhaitant se développer sur Internet, fondé en 2000 et établi à Shanghai. Travaillant principalement comme consultant, Yu Yang est régulièrement invité par les médias chinois en tant qu'expert d'internet et des nouvelles technologies.

International Group », *Caijing*, 21 août 2014.

- Xu Youhong¹⁰⁹, « Observer l'avenir de la vente au détail à travers les nouvelles tendances de la distribution en ligne », *Caijing*, 19 octobre 2014.

Est-il encore nécessaire de rappeler l'importance toujours croissante d'Internet en Chine ? En juin 2014, et selon les derniers chiffres du CNNIC¹¹⁰, il y avait 632 millions d'internautes dans le pays, soit presque 47 % de la population¹¹¹. Près d'un Chinois sur deux est un internaute et, comme pour le reste du monde, cette digitalisation entraîne des changements profonds dans la société et l'économie chinoises.

La possibilité d'acheter et de vendre en ligne a permis l'apparition de puissants sites de vente, mais le très large éventail d'utilisations possibles d'Internet reste un défi pour de nombreux commerces traditionnels. Ces derniers souhaitent profiter des nouveaux outils offerts par le réseau, mais ne savent pas toujours comment les aborder. Les articles sélectionnés analysent ces bouleversements en observant le domaine de la distribution et de la vente au détail. Ils posent ainsi la question des opportunités créées par l'apparition d'une nouvelle technologie et s'interrogent également sur la capacité d'adaptation des acteurs économiques.

Dans les provinces chinoises, le rôle de Taobao et Jingdong

L'article de *Renmin wang* décrit la stratégie de développement de deux grandes entreprises

¹⁰⁹ Responsable industrie de la vente au détail Grande Chine chez Accenture.

¹¹⁰ Le China Internet Network Information Center, ou CNNIC, est l'agence de référence en Chine pour les statistiques d'utilisation d'Internet.

¹¹¹ *Rapport statistique sur le développement d'Internet en Chine*, CNNIC, juillet 2014.

de la vente en ligne, Taobao et Jingdong, dans les zones rurales chinoises. Les sites de vente sur Internet se développent en effet rapidement en Chine, et leur croissance est particulièrement impressionnante dans les zones les moins urbanisées. Cet article en veut pour preuve la multiplication des textes écrits à la peinture blanche dans les rues des campagnes et des villes moyennes chinoises, qui servaient hier à la propagande, et qui vantent aujourd'hui les mérites des achats en ligne. Des slogans tels que « La planification familiale est une politique nationale fondamentale » (计划生育是基本国策, *jihua shengyu shi jiben guocce*) sont remplacés par « Si vous souhaitez avoir une belle vie, connectez-vous rapidement à Taobao ! » (要想生活好, 赶紧上淘宝, *yao xiang shenghuo hao, ganjin shang Taobao*). Des entreprises comme Jingdong auraient déjà « blanchi » de la sorte plus de 8 000 murs dans le pays.

Pourquoi un tel développement dans les campagnes ? L'article cite les chiffres du Bureau national des statistiques. En 2013, le revenu net par habitant dans les zones rurales aurait augmenté de 12,4 % par rapport à 2012 – contre une augmentation de 9,7 % seulement dans les grandes villes. Ces revenus accrus poussant la consommation à la hausse, les sites de vente en ligne comblent la carence en points de vente physiques dans les zones reculées. Pour *Renmin wang*, « la vente au détail en ligne joue un rôle de premier plan dans la stimulation de la demande intérieure des zones rurales »¹¹². L'article se base sur une étude de McKinsey selon laquelle, sur 100 yuans dépensés dans la vente au détail en Chine, 43 yuans correspondent à une « consommation de remplacement » (替代性消费, *qidai xing xiaofei*), qui prend la place d'une offre déjà existante, et 57 correspondent

à une « nouvelle consommation née de la stimulation » (刺激性产生的新增消费, *ciji xing chansheng de xin zeng xiaofei*), c'est-à-dire une consommation stimulée par l'offre en ligne. Ainsi, ces 57 yuans n'auraient pas été dépensés en l'absence de sites de vente en ligne, qui ne pallient donc pas simplement le manque de magasins traditionnels.

Dans les zones rurales, le marché de la vente en ligne se partage donc, comme nous l'explique l'article de *Renmin wang*, entre deux grands acteurs : Taobao, appartenant à Alibaba, et Jingdong. Les deux entreprises ont des modèles très différents. Jingdong vend exclusivement des produits sélectionnés et distribués en son nom. Taobao, pour sa part, ne vend rien en son nom propre mais sert d'intermédiaire entre des entreprises ou de petits commerçants et leurs clients en ligne. L'avantage du site Taobao est qu'il permet à chacun de devenir vendeur, ce qui en fait un outil d'affaires pratique pour les habitants des zones rurales. *Renmin wang* reprend les statistiques de l'institut de recherche d'Alibaba selon lesquelles il y avait en novembre 2013 plus de deux millions de boutiques enregistrées sur Taobao dans les campagnes chinoises, un chiffre en augmentation de 24,9 % par rapport à l'année précédente.

L'apparition de grandes entreprises de vente en ligne a donc permis de pallier le manque de choix dans les zones les moins urbanisées de Chine tout en accompagnant leur croissance. Pour autant, tout le territoire chinois ne peut encore en profiter. La logistique et les problèmes de distribution restent des obstacles majeurs au développement des ventes en ligne dans les zones rurales. Toutefois, tout est fait pour que cela change. Ainsi, l'article de *Renmin wang* relaye une autre déclaration d'Alibaba, datée de juin 2014, selon laquelle l'entreprise de vente en ligne aurait signé un accord avec China Post, qui est seule à disposer d'une couverture réellement nationale, même dans

¹¹² 县域地区的网络零售对于刺激内需的作用突出, *xianyu diqu de wangluo lingshou duiyu ciji neixu de zuoyong tuchu*.

les régions les plus reculées. Alibaba pourrait alors livrer à domicile dans 2 600 districts (县, *xian*) de Chine.

l'intégration d'Internet : encore incomplète mais nécessaire

Le succès des sites tels que Taobao ou Jingdong repose dès le départ sur l'utilisation d'Internet ; ils fonctionnent par et pour cette nouvelle technologie. Cependant, pour les entreprises plus anciennes, l'adaptation à Internet peut poser des difficultés et soulever des inquiétudes, tant les enjeux sont importants.

Yu Yang définit dans un article de *Caijing* ce qu'est « la pensée de l'Internet » (互联网思维, *hulianwang siwei*) : un ensemble de transformations des modes de pensées, des systèmes de valeurs, et de l'environnement des affaires induites par la révolution numérique. Pour Yu Yang, c'est avant tout une expression pratique utilisée par une partie des médias¹¹³. Il préfère comparer l'évolution d'Internet à celle de l'électricité, qui s'est d'abord développée dans un cadre militaire et scientifique puis s'est généralisée dans la société. Ainsi, les premières entreprises à utiliser l'électricité sont devenues plus compétitives, ce qui a forcé les autres à adopter cette nouvelle technologie : « Je ne sais pas si l'expression "pensée de l'électricité" a été utilisée à l'époque, mais on

peut facilement imaginer l'impact majeur qu'a eu la révolution électrique sur les différentes industries qui s'étaient développées à l'ère de la vapeur »¹¹⁴. Pour autant, et même si le changement a été important, l'usage de l'électricité est vite devenu la norme et, pour Yu Yang, c'est aussi le cas pour Internet. « Les entreprises traditionnelles doivent s'adapter à l'ère numérique, mais Internet n'est qu'un outil. Si elles utilisent pleinement ce nouvel outil, elles ne seront pas dépassées, au contraire, elles survivront et se développeront d'autant mieux »¹¹⁵.

« Ce qui détermine l'avenir des commerçants traditionnels, ce n'est pas l'émergence d'une nouvelle technologie et encore moins l'existence de "féroces" sites de vente en ligne, mais la demande toujours changeante des consommateurs. »

Dans un second article de *Caijing*, Xu Youhong reprend un rapport d'Accenture et explique le processus d'adaptation souvent compliqué des entreprises traditionnelles de vente au détail. Selon ce rapport, le commerce au détail repose sur des bases solides : 93 % des Chinois considèrent toujours que c'est le moyen le plus pratique de consommer. Il y aurait ainsi un mouvement de « retour à la boutique » (重返实体店, *chongfan shiti dian*) des consommateurs chinois. Pour autant, les commerçants

et les dirigeants d'enseignes traditionnelles

¹¹³ 其实并不存在所谓的互联网思维, 这个词是被部分媒体包装出来的, *qishi bing bu cunzai suowei de hulianwang siwei, zhe ci shi bei bufen meiti baozhuang chulai de.*

¹¹⁴ 我不知道当年有没有“电力思维”一词, 但可以想见电力革命对习惯了蒸汽时代的各行各业的冲击, *wo bu zhidao dangnian you meiyou "dianli siwei" yi ci, dan keyi xiangjian dianli geming dui xiguanle zhengqi shidai de ge hang ge ye de chongji.*

¹¹⁵ 传统企业必定要互联网化, 但互联网本质上是个工具。如果传统企业拥抱新工具, 它就不会被颠覆, 而是会更好地生存发展, *chuantong qiye biding yao hulianwang hua, dan hulianwang benzhi shang shi ge gongju. ruguo chuantong qiye yongbao xin gongju, ta jiu bu hui bei dianfu, er shi hui geng hao de shengcun fazhan.*

se sentent obligés de développer un service en ligne : toujours selon Accenture, 63 % des commerçants pensent devoir mettre en place une « distribution multicanal » (多渠道零售, *duo qudao lingshou*)¹¹⁶ mais seulement 16 % estiment avoir réussi leur transition et 30 % affirment que cette stratégie a clairement échoué. Il y a donc un décalage évident entre le besoin ressenti par les commerçants d'utiliser Internet et les résultats obtenus quand ils s'y essayent.

Selon Xu Youhong, la raison en est que la mise en vente sur Internet est trop souvent considérée par les détaillants comme une fin en soi. « [Les détaillants] pensent qu'ils amélioreront leurs performances seulement à travers le développement technologique »¹¹⁷. Or, Internet modifie uniquement la manière dont consommateurs et détaillants interagissent. Mais, au final, ce sont les besoins du consommateur qui doivent dicter l'action du détaillant : « Ce qui détermine l'avenir des commerçants traditionnels, ce n'est pas l'émergence d'une nouvelle technologie et encore moins l'existence de "féroces" sites de vente en ligne, mais la demande toujours changeante des consommateurs »¹¹⁸.

La vente en magasin profite encore d'un avantage absolu en termes de praticité et de proximité et, pour Xu Youhong, certains outils d'Internet pourraient lui permettre de s'adapter encore mieux aux besoins du consommateur.

Ainsi, le réseau donne accès à des services mobiles qui permettent de trouver des offres en temps réel et de développer des « promotions personnalisées » (个性化促销, *xing hua cuxiao*). Une connexion aux magasins pourrait aussi permettre au client d'avoir accès aux stocks à distance avant de s'y rendre, et enfin, de faciliter le paiement. L'objectif final est donc ici d'établir une « interaction pluridimensionnelle et personnalisée avec chaque client » (多方式的个性化互动, *duo fangshi de gexing hua hudong*).

Sans devoir changer radicalement leur nature, les entreprises sont aujourd'hui dans la nécessité d'intégrer pleinement Internet à leur fonctionnement. Les articles sélectionnés ici semblent s'accorder sur le fait qu'Internet est avant tout un outil aux multiples usages et non pas une fin en soi. Mais qu'il s'agisse de conquérir de nouveaux marchés ou d'inventer de nouvelles façons d'interagir avec son environnement, une opinion prévaut : l'intégration d'Internet dans les entreprises chinoises est une révolution inévitable et nécessaire, qui risque de laisser derrière elle ceux qui ne sauront pas profiter de tout son potentiel.

¹¹⁶ C'est-à-dire une distribution à la fois « physique » en magasin et sur Internet.

¹¹⁷ 认为仅仅通过技术的部署就能带来绩效提升, *renwei jinjin tongguo jishu de bushu jiu neng dailai jixiao tisheng*.

¹¹⁸ 掌控着传统零售商未来命运的, 不是涌现的新兴技术, 更不是“凶猛”的互联网电商, 而是瞬息万变的消费者需求, *zhangkongzhe chuantong lingshou shang weilai mingyun de, bushi yongxian de xinxing jishu, geng bushi "xiongmeng" de hulianwang dianshang, er shi shunxi wanbian de xiaofeizhe xuqiu*.



9. La réforme du gaokao

CAMILLE BOULLENOIS

SOURCES :

- Sun Wenjing¹¹⁹, entretien avec Yang Dongping¹²⁰, Xie Xiaoqing¹²¹ et Wu Hua¹²², « Discussions à trois sur la réforme du *gaokao* : un demi-pas en avant », *Caixin*, 10 octobre 2014.
- Chen Zhiwen¹²³, « La réforme du *gaokao* a besoin de davantage d'indulgence », *Le Quotidien du peuple*, 5 septembre 2014.
- Ge Yahan¹²⁴, « Les dix points principaux de la réforme du *gaokao* », *China Youth Daily*, 5 septembre 2014.

¹¹⁹ Journaliste à *Caixin*.

¹²⁰ Professeur au centre de recherche sur l'éducation de l'Université de technologie de Pékin, directeur du centre de recherche sur l'éducation du magazine *21st Century* (21 世纪, 21 shiji).

¹²¹ Directeur du centre de recherche de sondages sur l'éducation de l'Université des langues de Pékin.

¹²² Professeur au département d'éducation de l'Université du Zhejiang, responsable du centre de recherche sur l'enseignement privé de l'Université du Zhejiang.

¹²³ Journaliste au *Quotidien du peuple*.

¹²⁴ Journaliste au *Youth Daily*.

Dans ce que le journaliste Chen Zhiwen appelle « l'empire des concours » (考试大国, *kaoshi daguo*), le *gaokao* (高考), équivalent chinois du baccalauréat, apparaît comme le fer de lance (ou « baguette de direction », 指挥棒, *zhihuibang*) du système éducatif chinois. Le classement à ce concours détermine en effet non seulement l'université mais aussi la discipline des futurs étudiants¹²⁵. Influençant directement l'avenir de millions d'élèves, la réforme du *gaokao*, finalement annoncée le 4 septembre 2014 par le Conseil d'État, a fait l'objet depuis quelques années d'une intense attention publique et de vives polémiques.

Selon Yang Dongping, l'un des inspirateurs et des conseillers de la réforme, les trois objectifs principaux étaient de favoriser « l'équité de l'examen » (考试公平, *kaoshi gongping*), d'« améliorer la qualité de l'enseignement au lycée » (引导高中素质教育, *yindao gaozhong suzhi jiaoyu*), et de « sélectionner de manière plus scientifique les étudiants » (科学选拔人才, *kexue xuanbo rencai*).

Ce projet de réforme, qui modifie à la fois le contenu et l'organisation de l'examen, les politiques de discrimination positive ainsi que le rôle des universités dans l'admission des étudiants, est considéré par les journalistes et les experts interrogés par Sun Wenjing comme le plus complet et le plus important depuis la réintroduction du *gaokao* en 1977.

Cependant, si les avancées sont nombreuses, les spécialistes de l'éducation interrogés dans l'article de *Caixin* parlent d'un « demi-pas en avant » (高考改革只迈出半步, *gaokao gaige zhi maichu banbu*). D'une part, comme il est de coutume en Chine, le projet de réforme sera tout d'abord expérimenté à Shanghai et dans la province du Zhejiang, avant d'être

¹²⁵ Les candidats au *gaokao* établissent en effet une liste de vœux indiquant les universités dans lesquelles ils souhaitent s'inscrire et les matières qu'ils souhaitent étudier.

étendu dans tout le pays à l'horizon 2017. D'autre part, la tension entre des objectifs contradictoires a obligé les réformateurs à trouver un équilibre parfois fragile.

Rendre l'examen plus équitable

La volonté d'instaurer un examen plus équitable, préoccupation auparavant secondaire, est devenue la priorité des réformateurs et le mot d'ordre du projet de réforme. Selon Yang Dongping, plus de la moitié des douze mesures prises en octobre 2014 sont liées à cette volonté.

Ces mesures visent essentiellement à supprimer les passe-droits et la corruption qui minent l'équité de l'examen, et à atténuer le phénomène de reproduction sociale désigné par l'expression « les enfants de familles modestes sortent difficilement de leur condition » (寒门难出贵子, *hanmen nanchu guizi*).

D'après l'article de Ge Yahan, le projet de réforme prévoit ainsi de réduire drastiquement les programmes permettant à certains étudiants d'obtenir des points supplémentaires au *gaokao* (加分项目, *jiafen xiangmu*) en raison de leurs résultats dans certains domaines. Le journaliste explique que ces programmes avantagent trop les étudiants qui en bénéficient et donnent lieu à de nombreux abus, notamment à travers le phénomène des « fausses qualifications » (资格造假, *zige zaojia*)¹²⁶. Les programmes favorisant les artistes et les sportifs seront ainsi supprimés d'ici 2015, tandis que les

¹²⁶ Certains élèves, ne réunissant pas les critères requis pour être éligibles à ces programmes spécifiques, parviennent tout de même à en profiter grâce à une fraude aux certificats ou à la remise de pots-de-vin. Ce phénomène a attiré l'attention du ministère de l'Éducation qui a insisté, en juin 2014, sur la nécessité de mettre fin à ces pratiques frauduleuses.

programmes permettant d'obtenir des points supplémentaires réservés à d'autres matières seront réduits et contrôlés plus sévèrement.

Une autre mesure-phare du projet prévoit l'approfondissement de la politique de « recrutement ciblé » (定向招生, *dingxiang zhaosheng*). Cela se traduit par l'augmentation au sein des grandes universités côtières des quotas pour les élèves provenant de provinces éloignées, issus de milieux défavorisés ou appartenant à des minorités ethniques. Lancée en 2007, cette politique avait porté ses fruits en réduisant à 10 % l'écart, dans la proportion d'admis au *gaokao*, entre la moyenne chinoise et celle de la province où cette proportion est la plus faible. L'objectif pour 2017 est de réduire cette différence à moins de 4 %.

Enfin, le projet de réforme prévoit également le développement de la politique lancée en 2012 visant à accorder des points supplémentaires aux élèves originaires de zones défavorisées. Le gouvernement projette d'élever à 800 le nombre de districts (县, *xian*) concernés par cette politique, contre 600 aujourd'hui, ce qui représente 50 000 personnes contre 30 000 en 2013.

Pour Yang Dongping, interrogé par le magazine *Caixin*, « les politiques en direction des populations défavorisées » (对弱势群体的政策, *dui ruoshi qunti de zhengce*) vont dans le bon sens, mais leur efficacité est réduite du fait de leur manque de précision et de cohérence. Non seulement les populations défavorisées vivant dans des provinces relativement riches seront laissées de côté, mais existe également le risque que « les enfants de cadres profitent de cette politique » au détriment des autres (官员子弟搭便车, *guanyuan zidi da bianche*).

Yang Dongping estime donc que la politique en faveur des populations défavorisées doit être menée à une échelle nationale, selon des critères plus précis, et avec une grande

stabilité temporelle, afin de porter ses fruits. Il met en avant l'exemple américain de la « discrimination positive » (肯定性计划, *kending xing jihua*) comme un modèle à suivre dans l'intégration des catégories les plus défavorisées au sein du système scolaire.

Réorganisation de la structure de l'examen

D'après Yang Dongping, si la reformulation et l'approfondissement de la politique chinoise de discrimination positive apparaissent comme des enjeux majeurs de la réforme du *gaokao*, une partie importante du projet est également consacrée à l'organisation des évaluations. Dans ce domaine, les objectifs des réformateurs sont à la fois d'améliorer la qualité de l'apprentissage des élèves et de diminuer la pression du « concours unique qui décide de leur avenir » (一考定终身, *yi kao ding zhongshen*).

La plus importante des mesures proposées en ce sens, selon Yang Dongping, est le lien établi entre deux examens jusqu'ici totalement indépendants : le *gaokao* et le « contrôle des connaissances » (高中学业水平测试, *gaozhong xueye shuiping ceshi*). Le *gaokao* était jusque-là l'unique évaluation déterminant l'accès des élèves à l'université, tandis que le contrôle des connaissances était un examen validant les années de lycée.

La prise en compte du contrôle des connaissances dans les résultats déterminant l'entrée à l'université s'explique par la volonté de ne pas surcharger les élèves de travail. Ge Yahan explique ainsi que, désormais, seules les trois matières principales (chinois,

mathématiques et langue étrangère) (语数外, *yu shu wai*) seront intégrées au *gaokao*.

Les trois matières facultatives, en revanche, ne seront évaluées qu'au sein du contrôle des connaissances et choisies librement parmi les différentes disciplines enseignées au lycée. Les notes obtenues seront ajoutées à celles du *gaokao* pour former une note générale qui déterminera l'admission des élèves à l'université.

« Cependant, si les avancées sont nombreuses, les spécialistes de l'éducation interrogés dans l'article de *Caixin* parlent d'un « demi-pas en avant ». »

Le contrôle des connaissances pourra en outre être passé deux fois et seule la meilleure note sera retenue. Ce nouveau principe, appelé « valider aussitôt la matière étudiée » (学完即考, *xuewan ji kao*) ou « valider matière par matière » (一门一清, *yi men yi qing*), est censé réduire le stress des lycéens et la pression qu'ils ressentent.

Une autre innovation importante est la suppression de l'ancienne distinction entre sections littéraire et scientifique. Les matières optionnelles seront désormais choisies librement, sans distinction de filières, parmi toutes les disciplines enseignées au lycée, afin d'offrir aux lycéens une plus grande souplesse dans leur parcours.

Ces mesures, saluées unanimement par les journalistes et les spécialistes interrogés, soulèvent cependant plusieurs interrogations. Yang Dongping évoque notamment des difficultés de mise en place : en effet, contrairement au *gaokao*, le contrôle des connaissances n'est pas un examen centralisé et il est géré par les localités, à des niveaux très variables. Il sera donc nécessaire d'harmoniser, voire d'unifier toutes les procédures de contrôle des connaissances afin de parvenir à une meilleure équité entre

les différentes villes et régions. Selon Wu Hua, des difficultés sont également à prévoir dans la gestion et la répartition du corps professoral entre les différentes matières, qui risquent d'être fortement modifiées.

Rationaliser la sélection des étudiants

Le troisième objectif du projet de réforme, consistant à améliorer l'efficacité du système d'admission à l'université, est considéré comme primordial par les trois experts interrogés dans l'article de *Caixin*. Ceux-ci s'accordent à dire qu'il est essentiel d'accorder plus de liberté aux universités, afin que celles-ci puissent recruter selon des besoins et des critères propres.

Il s'agirait donc d'« abolir le système de note unique » (打破总分评价, *dapo zongfen pingjia*) pour introduire un modèle plus souple et plus varié. En effet, affirme Yang Dongping, il est incohérent de recruter selon les mêmes critères des étudiants dans des domaines très différents. Wu Hua appelle également à une complète décentralisation et à une libéralisation du système d'admission, afin d'élever le niveau des universités. Dans cette perspective, Xie Xiaoqing cite les États-Unis comme modèle, en prenant l'exemple d'ETS (Educational Testing Service), une organisation privée qui offre une gamme de tests variés aux universités américaines.

La réforme semble être très timide dans ce domaine. L'article du *Youth Daily* indique que le projet de réforme prévoit d'étendre et d'améliorer l'expérience effectuée par un groupe de 90 universités pilotes qui ont depuis 2013 « recruté librement » (自主招生, *zizhu zhaosheng*) 5 % de leurs élèves (soit 25 000) ; mais aucune mesure de grande envergure n'a été prise dans ce sens.

Selon Wu Hua, en effet, le projet de réforme du *gaokao* montre que la Chine ne parvient

toujours pas à se débarrasser de l'idéal de planification centralisée qui caractérise encore son système éducatif. Yang Dongping explique en outre que le système centralisé d'admission à l'université, permettant un mode d'évaluation unifié et objectif, constitue un rempart contre les passe-droits que les personnes chargées du projet de réforme n'ont pas souhaité abattre. Selon lui, une telle réforme ne pourrait être introduite qu'en lien avec un système de recrutement extrêmement clair et des critères d'admission transparents.

Finalement, comme l'explique Chen Zhiwen, c'est précisément dans cette tension entre équité et efficacité que réside la difficulté de la réforme. Toute la question est de trouver un « difficile équilibre entre le souci de rendre l'évaluation plus « scientifique » et celui d'équité des chances » (在公平与科学之间做艰难的平衡, *zai gongping yu kexue zhijian zuo hen nan de pingheng*). Pour ce qui est de ce difficile arbitrage, les rédacteurs du projet de réforme de 2014 semblent avoir choisi de se concentrer en priorité sur la question de l'équité.

DÉCALAGE

10. Le blogueur controversé Zhou Xiaoping, instrument de la propagande chinoise

TOM TIGER

SOURCES :

- Zhou Xiaoping, « Je traite mon pays en patriote », blog Sina de Zhou Xiaoping, 19 octobre 2014.
- Zhang He et Xu Lei¹²⁷ (interview de Zhou Xiaoping), « Il faut faire perdurer notre système de valeurs culturelles », *Renmin ribao*, 24 octobre 2014.
- Luan Nanren¹²⁸, « Les défauts du jaden'en voilent pas l'éclat, nous avons besoin de Zhou Xiaoping, si imparfait soit-il », *Renmin ribao*, 17 octobre 2014.
- Yang Hengjun¹²⁹, « Prendre la défense

¹²⁷ Zhang He et Xu Lei sont journalistes au *Renmin ribao*.

¹²⁸ Luan Nanren est journaliste au *Renmin ribao*.

¹²⁹ Yang Hengjun est un blogueur, écrivain et chercheur originaire du Hebei. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de technologie de Sydney. Il a travaillé pour le ministère des Affaires étrangères chinois et pour l'Atlantic Council, un think tank établi à Washington et spécialisé dans les relations internationales. Il partage ses points de vue sur les affaires chinoises et internationales sur son blog, très visité.

de Zhou Xiaoping », blog de Yang Hengjun, 23 octobre 2014.

- Fang Zhouzi¹³⁰, « Le blogueur joue au voleur volé », blog Tumblr de Fang Zhouzi, 25 octobre 2014.

- « Fang Zhouzi tire à boulets rouges sur Zhou Xiaoping : Il a rêvé son voyage en Amérique », *Wenxue city*, 20 octobre 2014.

Le 15 octobre 2014 s'est tenu à Pékin le Forum sur l'art et la littérature, durant lequel le Président Xi Jinping a expliqué que « la culture ne doit pas être l'esclave du marché » (文艺不能当市场的奴隶, *wenyi bu neng dang shichang de nuli*) mais « servir le socialisme, servir le peuple » (就要坚持为人民服务、为社会主义服务, *jiu yao jianchi wei renmin fuwu, wei shehui zhuyi fuwu*)¹³¹. Durant un discours mobilisateur, le Président a notamment cité deux blogueurs jusque-là assez peu connus du grand public chinois, les encourageant à « écrire davantage d'articles vecteurs d'énergie positive¹³² » (创作更多具有正能量的作品, *chuangzuo geng duo juyou zheng nengliang de zuopin*). Les écrits de Hua Qianfang¹³³ (花千芳) et surtout de Zhou Xiaoping (周小平) sont alors devenus un sujet de discussion très populaire sur les réseaux sociaux chinois. Le blog de Zhou a reçu plus de dix millions de visites et il a aujourd'hui dépassé le demi-million de suiveurs sur Weibo. Cette nouvelle notoriété a néanmoins été à double tranchant.

¹³⁰ Ancien biochimiste connu sur Internet pour ses dénonciations de fraudes universitaires.

¹³¹ Voir Wang Shuang, « Xi Jinping : L'art ne doit pas se perdre dans l'économie de marché », *Xinhua*, 15 octobre 2014.

¹³² Élément de langage décrivant tout travail suivant la ligne du Parti.

¹³³ Hua Qianfang est un écrivain originaire du Liaoning et vice-président de l'Association des écrivains de Fushun. Originaire d'une famille de paysans, il s'est fait connaître grâce à sa participation à des sites de discussions en ligne et pour ses positions anti-américaines et nationalistes.

Si de nombreux internautes ont salué le patriotisme de Zhou, un certain nombre de blogueurs et d'observateurs ont pour leur part souligné le manque de rigueur et d'impartialité de ses essais. L'affaire a pris une nouvelle dimension lorsque le célèbre blogueur Fang Shimin (方是民), plus connu sous son nom de plume, Fang Zhouzi (方舟子), a déclaré le 21 octobre qu'il n'avait plus accès aux réseaux sociaux chinois à la suite de la publication d'un article sur Zhou. Fang s'est en effet intéressé au jeune blogueur après que celui-ci eut acquis sa notoriété, et notamment après la publication, le 16 octobre, de son essai sur le « rêve américain brisé » (梦碎美利坚, *meng sui meilijian*) dans le quotidien *Reference News* (参考消息, *Cankao xiaoxi*) appartenant à l'agence officielle *Xinhua*. Le débat s'est alors propagé sur la toile chinoise ; nous en analysons ici les origines et les manifestations.

Leçon de patriotisme à la chinoise

Dès avant octobre, Zhou Xiaoping jouissait déjà d'une certaine notoriété pour ses articles incisifs contre l'Occident et teintés d'un sentiment patriotique fortement revendiqué. Pourtant, Zhou n'a pas toujours été un fervent patriote. Dans une interview donnée au très officiel *Quotidien du peuple*, il explique que, lorsqu'il était jeune, il admirait les États-Unis, le Japon et l'Europe. Dans son essai de juin 2013 intitulé « S'il vous plaît, ne gâchez pas cette génération » (请不要辜负这个时代, *qing buyao gufu zhe ge shidai*), il précise que ses premiers écrits critiquaient même ouvertement le gouvernement. La rupture survint en 1999 lorsqu'une bombe américaine détruisit l'ambassade de Chine à Belgrade, alors même que Zhou effectuait son service militaire. Ce jour-là, il dit être devenu un homme et un défenseur de son pays. Il déplore que de nombreux Chinois considèrent leur culture comme arriérée et associent l'innovation aux États-Unis, les libertés individuelles à l'Occident et la démocratie à

la Grèce. Zhou souhaite « redonner confiance en la civilisation chinoise » (回归中国文明的自信, *huigui zhongguo wenming de zixin*) afin que les Chinois cessent de se sentir inférieurs. « Débordante de créativité » (爆发的创造力, *baofa de chuangzaoli*), « énergique » (精神, *jingshen*), « tolérante et forte » (包容性和力量, *baorongxing he liliang*), la culture chinoise devrait être une source de fierté. Il considère qu'il est essentiel de perpétuer le système de valeurs chinois, sinon tous les efforts accomplis depuis 1840 auront été vains. Zhou Xiaoping utilise une rhétorique imprégnée de nombreuses références historiques, évoquant aussi bien les sacrifices des héros de la patrie comme ceux des gens ordinaires. Ce serait pour lui une honte que de faire table rase de cet héritage et d'adopter un modèle occidental.

Faisant écho au slogan du Président Xi Jinping sur le rêve chinois d'une grande renaissance de la nation, Zhou Xiaoping considère que le pays n'a jamais été si près de réaliser son rêve depuis plusieurs centaines d'années. Zhou Xiaoping estime que la Chine est à un « tournant » (转折点, *zhuanzhe dian*). Il cite, sans les nommer, un expert russe qui aurait appelé à « libérer sa pensée » (解放思想, *jiefang sixiang*), à « rejeter les vieilles conceptions » (摒弃旧观念, *binqi jiu guannian*) et à « regarder la Chine d'un œil nouveau » (重新审视中国, *chongxin shenshi zhongguo*), ou encore un député britannique qui a fait l'éloge du système chinois sur Weibo. « De nombreux Chinois se plaignent de leur pays, mais ils deviennent patriotes aussitôt qu'ils en sortent »¹³⁴, estime Zhou.

Zhou Xiaoping fait preuve d'un optimisme sans faille concernant l'avenir de la Chine. Bien sûr, il admet que des difficultés sont à venir mais il a confiance en la capacité de son pays à les surmonter. Son optimisme déteint également

sur sa perception des dirigeants du pays. Ayant pu sans difficulté prendre une photo avec le Président Xi lors du Forum, il loue l'affabilité de celui qu'il appelle affectueusement Oncle Xi (习大大, Xi dada). Il rappelle que Xi Jinping s'était rendu il y a quelques mois dans une gargote pour manger des pains à la vapeur avec des gens ordinaires.

Un blogueur controversé

Après le discours du Président Xi et la publication, le lendemain, de trois essais de Zhou dans le quotidien officiel *Nouvelles de Référence* (*Cankao Xiaoxi*), de nombreuses critiques sont apparues sur les réseaux sociaux. Les internautes reprochent à Zhou « sa faible formation académique, le manque de rigueur de son travail et son style assez banal » (学历不高、逻辑不强、文笔一般, *xueli bu gao, luoji bu qiang, wenbi yiban*)¹³⁵.

Le blogueur Fang Zhouzi a publié le 20 octobre un texte réfutant point par point les arguments de Zhou sur les États-Unis, l'accusant d'avoir « rêvé ses pérégrinations en Amérique » (梦里游美国, *meng li youtang meiguo*). Zhou avait en effet annoncé des chiffres surprenants, affirmant que le coût d'un repas en restauration rapide coûte entre vingt et quarante dollars aux États-Unis et que les salariés travaillant dans les services gagnent entre trois et cinq dollars de l'heure. Fang, chiffres officiels à l'appui, conteste les informations de Zhou.

Une heure et demie après leurs publications, les posts de Fang avaient été supprimés¹³⁶. Dans un courriel au *Global Times*, l'auteur s'est dit surpris de la censure de son travail, arguant que sa réponse à Zhou était exempte de toute dimension politique : il s'est seulement

¹³⁴ 在国内多抱怨，一出国就爱国, *zai guonei duo baoyuan, yi chuguo jiu ai guo*.

¹³⁵ Liang Yifei « Pourquoi Zhou Xiaoping ? », *Letscorp.net*, 18 octobre 2014.

¹³⁶ Il utilise désormais Twitter @fangshimin.

intéressé aux faits pour démontrer les erreurs de Zhou. Dans cette affaire, même le très pro-gouvernemental Sima Nan¹³⁷ a pris parti pour Fang. Il l'a félicité pour avoir « corrigé les erreurs de Zhou en étant rationnel » (方秉持一贯理性态度, 实事求是地纠正了网络作家文章中的某些讹传不实, *Fang bingchi yiguan lixing taidu, shishi qiushi de juzheng le wangluo zuojia wenzhang zhong de mou xie echuan bushi*). Les messages de soutien de Sima à Fang sur Weibo ont eux-mêmes été bloqués par la suite. Le fait qu'un commentateur connu pour ses positions nationalistes prenne ouvertement parti contre Zhou est révélateur de la complexité du débat en cours qui, justement, n'oppose pas simplement partisans du Parti communiste chinois et observateurs indépendants. Wu Danhong, professeur à l'Université de sciences politiques et de droit de Pékin, a déclaré que le droit d'expression de Fang devait être respecté. Un autre intellectuel établi à Pékin souhaitant rester anonyme a déclaré qu'une bonne déclaration patriotique peut être discréditée par des erreurs scientifiques et qu'il est inapproprié d'exclure Fang du débat.

À la suite de la critique de Fang, Zhou a publié une nouvelle version de son texte corrigée et allégée, modifiant les passages contestés. Fang Zhouzi a de nouveau accusé Zhou Xiaoping, cette fois-ci d'avoir publié ce texte en le faisant passer pour le texte d'origine, sans même s'être soucié de la cohérence logique de son exposé. Fang appelle les lecteurs à se tourner vers les versions papiers du texte original de Zhou, afin de pouvoir la comparer avec la version mise en ligne.

Ayant été cité par le Président Xi en personne,

¹³⁷ Sima Nan est le nom de plume de l'essayiste et journaliste au *Renmin ribao* Yu Li, connu en Chine pour son fort anti-américanisme. Dans un essai, il avait qualifié les États-Unis d'« ennemis des peuples du monde entier » (全世界人民的敌人, *quan shijie renmin de diren*).

Zhou a naturellement reçu le soutien des médias officiels. Le site du *Quotidien du peuple* a ainsi dressé un portrait du blogueur tout à son avantage. Le 17 octobre, un article publié sur le site du *Global Times*¹³⁸ rappelait que les propos de Zhou trouvent une résonance particulière auprès des jeunes Chinois (引起很多年轻人的共鸣, *yingqi henduo nianqing ren de gongming*). Le journaliste du *Quotidien du peuple*, dans son article intitulé « Les défauts du jade n'en voilent pas l'éclat », reconnaît que le style de Zhou est un peu grossier et imprécis, mais il ajoute que ses intentions sont bonnes. Selon le journaliste, la Chine a besoin de personnes comme Zhou pour donner confiance aux Chinois et encourager le développement du pays.

Certains observateurs indépendants ont également pris parti pour Zhou. Sur Weibo, plusieurs voix se sont élevées, dont celle de Zhang Yiwu, un professeur de littérature à l'Université de Pékin. Il reconnaît que les écrits de Zhou ont des défauts, mais considère que leur auteur comprend la Chine. D'une manière générale, les soutiens appellent à l'indulgence face à un jeune blogueur qui a fait des erreurs mais dont la motivation est louable.

Une défense maladroite

Face aux critiques, Zhou Xiaoping a adopté plusieurs tactiques de défense. Dans son interview au *Quotidien du peuple*, il explique que les critiques sont inévitables puisque, selon lui, toute voix allant à l'encontre de l'Occident est la cible d'attaques. En étudiant attentivement l'Occident et la culture chinoise, il détruit beaucoup de préjugés et d'idées reçues ; il est donc naturel que son travail dérange. Zhou Xiaoping a néanmoins confiance en ses idées : il sait que si ses

¹³⁸ Di Yafei, « Les attaques contre Zhou Xiaoping ne sont pas un moment de fierté pour Internet », *Global Times*, 17 octobre 2014.

opinions peuvent être réfutées, nul ne peut s'opposer à la grandeur du pays. Si la critique est acceptable et constructive, il n'accepte pas pour autant que son pays soit insulté. Il dit pleurer à chaque fois qu'un internaute dénigre Qiu Shaoyun ou Lei Feng¹³⁹.

Dans son article « Je traite mon pays en patriote », Zhou Xiaoping réfute presque une par une les attaques envers son travail, affirmant que les informations qu'il fournit proviennent de documents officiels ou sont disponibles sur Internet via une simple recherche. Il admet quelques erreurs et simplifications mais, parce qu'elles n'affectent pas le contenu, il les juge sans gravité. Face à Fang, il affirme que leurs sources respectives doivent simplement être différentes et qu'il est ouvert à tout débat académique. Le fait qu'il ait purement et simplement effacé certaines parties de son essai sur les États-Unis dans sa seconde version tend cependant à prouver que certaines erreurs étaient avérées.

Pour finir, notons que Zhou Xiaoping écarte d'un revers de la main plusieurs autres critiques en s'en prenant à leur provenance. Selon lui, nombre d'entre elles proviennent de sites consacrés à la pratique du *falun gong*¹⁴⁰. La seule évocation de cette pratique suffit en général à clore un débat en Chine.

¹³⁹ Héros chinois souvent cités en exemple par la propagande. Certains spécialistes estiment que leurs histoires respectives ont été inventées.

¹⁴⁰ Cette technique de *qigong*, alliant développement physique et spirituel, est considérée comme une pratique sectaire en Chine populaire et interdite depuis 1999 car menaçant la stabilité nationale. Elle est néanmoins populaire à Hong Kong, Taïwan et parmi les diasporas chinoises.

Une rhétorique souvent utilisée est de dire que les critiques anti-gouvernementales sont orchestrées depuis les États-Unis ou par des ennemis étrangers¹⁴¹.

En conclusion, il est intéressant de porter attention au contexte qui a permis à une personne comme Zhou Xiaoping de se faire une place sur la scène médiatique. Selon l'historien Zhang Lifan¹⁴², Zhou n'exprime pas de points de vue personnels dans ses travaux mais se fait l'écho de la stratégie de dénigrement de l'étranger mise en œuvre par le pouvoir. Cette stratégie, participant à une forme de néonationalisme, serait notamment mise en œuvre via un réseau de commentateurs sur Internet, chargés de propager la parole du Parti et de dénigrer ses ennemis¹⁴³. Si, selon Zhang, la jeunesse et l'innocence de Zhou le rendent pertinent pour

« D'une manière générale, les soutiens appellent à l'indulgence face à un jeune blogueur qui a fait des erreurs mais dont la motivation est louable. »

se faire le relai du message officiel, l'erreur du gouvernement Xi a été d'oublier qu'à l'heure d'Internet, l'opinion publique est moins facilement manipulable.

¹⁴¹ Ce fut notamment le cas à l'occasion des manifestations à Hong Kong. Les États-Unis ont, à plusieurs reprises, été accusés de soutenir, encourager et financer les événements.

¹⁴² Zhang Lifan (章立凡) est un célèbre historien et écrivain qui s'est ouvertement prononcé en faveur des réformes économiques et politiques. Voir : Edward Wong et Mia Li, « Q. and A. : Zhang Lifan on the New Chinese Nationalism », *The New York Times*, 27 novembre 2014.

¹⁴³ Ces commentateurs seraient membres du *wumao*, soit « le Parti des 50 centimes », car ils seraient payés 50 centimes par commentaire. Zhou Xiaoping est considéré comme l'un des plus célèbres *wumao*.

爱思想网, *Aisixiang*. Aisixiang est une plateforme d'échange libre d'idées, de partage d'information, et de démocratisation du savoir. Depuis la création d'Aisixiang en janvier 2010, plus d'une centaine d'académiques ont écrit et partagé des articles et des éditos sur divers sujets de l'actualité chinoise.

北京日报, *Beijing ribao*. Organe de communication du comité du parti communiste de la municipalité de Pékin. Il s'agit d'un quotidien fondé en 1952.

财经, *Cajjing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Cajjing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

财新网, *Caixin wang*. Site internet du magazine *Xin shiji* (voir ci-dessous), qui propose un contenu original.

中国青年报, *Zhongguo qingnianbao* - *China Youth Daily*. Quotidien de la ligue de la jeunesse communiste.

The Financial Times – 中文. (édition chinoise). Le *Financial Times* a lancé ce site en chinois en 2003 à destination du monde économique sinophone. Il propose une grande partie de la version papier du quotidien anglais traduite en chinois, mais également des articles, analyses, éditoriaux et dossiers rédigés directement en chinois. Le site compterait plus de 1 300 000 internautes.

经济参考, *Jingji cankao*. Créé en 1981 par l'agence officielle *Xinhua*, «Références économiques» consacre ses pages aux problèmes structurels soulevés par la politique de réformes et de développement économique du pays.

聯合報, *Lianhebao* - *United Daily*. Fondé en 1951, il est l'un des quatre plus grands

quotidiens de Taïwan par son tirage et affiche des positions politiques pro-Kuomintang dans une langue élégante et parfois recherchée.

人民日报, *Renmin Ribao* - *Le Quotidien du peuple*. On ne présente plus le quotidien officiel du Parti communiste chinois, dont le contenu en mandarin diffère de toutes ses éditions internationales.

人民网, *Renmin wang*. Site internet du Quotidien du peuple lancé en 1997. Il présente un contenu original

天下雜誌, *Tianxia zazhi* – *CommonWealth*. Journal taiwanais spécialisé dans l'actualité financière. Il a été fondé en 1981 par un correspondant du Wall Street Journal à Taipei. Aujourd'hui, le groupe Tianxia compte 4

revues, dont *Commonwealth*.

新华, *Xinhua*. Agence de presse officielle du gouvernement de la République populaire de Chine.

新华网, *Xinhua wang* - *Xinhua.net*. Site internet de l'agence de presse officielle *Chine Nouvelle*, qui publie parfois des analyses et des éditoriaux.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Cajjing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Cajjing*.

文匯網, *Wenweipo*. Wenwei (Wenhui) est une filiale de Hong Kong Wen Wei Po Ltd. Wenwei est une plateforme en langue chinoise de communication et d'échange d'information et d'actualité entre la Chine continentale, Taïwan, Hong-Kong et Macao.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

文学城, *Wenxue city*. Wenxue city est un site internet en langue chinoise basé aux États-Unis et proche du gouvernement chinois. Destiné principalement aux chinois expatriés à l'étranger, il propose des contenus divertissants et héberge de nombreux forums de discussions.

自由時報, *Ziyou Shibao - Liberty Times*. Quotidien de Taiwan, il soutient l'indépendance de l'île et la défense de l'identité nationale taïwanaise contre la Chine. Le quotidien anglophone *Taipei Times* appartient au même groupe de presse.

Camille Boullenois

Camille Boullenois a étudié les relations franco-chinoises à Sciences Po Paris et le chinois à Pékin. Elle suit actuellement un master d'études chinoises à l'Inalco et se spécialise dans l'étude de la société chinoise, en particulier la politique foncière et les migrations intérieures. Elle rédige un mémoire de recherche, encadré par Xiaohong XiaoPlanes et Jean-Louis Rocca, sur les villages urbains à Pékin.

nina.boullenois@hotmail.fr

Jean-François Di Meglio

Jean-François Di Meglio est ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Université de Pékin, il a été responsable du secteur énergie et matières premières en Chine pour BNP Paribas. Il a rejoint Asia Centre en mai 2008 et en est devenu le président en 2009.

jf.dimeglio@centreasia.eu

Ma Hongmei

Ma Hongmei est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Kyôto. De 2004 à 2014, elle a enseigné l'économie asiatique à l'Université de Matsuyama au Japon. Son principal axe de recherche est la politique économique internationale de la Chine.

hongmeima@hotmail.com

Agatha Kratz

Agatha Kratz est junior fellow à Asia Centre et rédactrice en chef de *China Analysis*.

a.kratz@centreasia.eu

Tanguy Lepesant

Tanguy Lepesant est maître de conférences à l'université nationale centrale de Chongli à Taïwan. Il a obtenu son doctorat en géopolitique à l'Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8.

leiposan@gmail.com

Camille Liffra

Camille Liffra est rédactrice en chef adjoint de ce numéro. Diplômée d'un master en études chinoises (INALCO) et d'un master en histoire contemporaine (La Sorbonne Paris IV), ses recherches portent sur la politique intérieure chinoise et notamment sur les administrations de l'État chinois. Elle prépare actuellement un projet d'inscription en thèse tout en contribuant activement à *China Analysis*.

camille.liffra@hotmail.fr

Trey McArver

Trey McArver est un consultant indépendant. Basé à Londres, il conseille des investisseurs et des entreprises concernant leur stratégie en Chine et en Asie. Il est également l'auteur de la newsletter *China Politics Weekly* (chinapoliticsweekly.com). Il était auparavant directeur à

North Head, un cabinet de conseil en affaires publiques à Pékin.

chinapoliticsweekly@gmail.com

François Quirier

François Quirier est diplômé de Sciences Po Grenoble et de l'Inalco, et contributeur régulier pour *China Analysis*, spécialisé sur les thématiques d'Internet et de la culture Chinoise.

quirierf@gmail.com

Tom Tiger

Tom Tiger a étudié le chinois à Shanghai et Pékin. Après une licence en langues étrangères appliquées, il suit actuellement un master en relations internationales à l'IRIS. Il a rédigé un mémoire sur la relation franco-chinoise en 2014.

tomerwin.tiger@gmail.com

LES AUTEURS

Hugo Winckler

Hugo Winckler détient un Master en droit des relations économiques internationales (Université Paris II) et un Master en langue et civilisation chinoises (Paris VII). Il est en outre diplômé de l'Institut des Hautes Etudes Internationales de Paris, et a été admis à l'École de Formation du Barreau de Paris, dont il a décalé l'admission pour suivre actuellement un Master's degree in Business Administration à Taïwan (National Taiwan Normal University). Ses thèmes de recherche se concentrent sur le fonctionnement du système judiciaire en Chine et à l'économie de l'innovation en Chine et à Taïwan.

hugowinckler@gmail.com

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Camille Liffra et Agatha Kratz

Auteurs : Camille Boullenois, Jean-François Di Meglio, Agatha Kratz, Tanguy Lepesant, Camille Liffra, Ma Hongmei, Trey McArver, François Quirier, Tom Tiger, Hugo Winckler.

PRODUCTION:

Diffusion, Secrétaire de rédaction (mise en page) : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Impression : ESAT de l'Élan

Remerciements : European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : 90 €

commande par n° (TTC) : 20 € (jusqu'au n°23)

Version électronique sur notre site (archives depuis 2005) :

www.centreasia.eu/publications/china/analysis

© Asia Centre

71 boulevard Raspail

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048